

DEC 20/2017

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUINZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2017-2018

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 5 octobre 2017

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 5 octobre 2017

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de virement de crédits n° DEC 20/2017 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2017

E 12402

**Bruxelles, le 2 octobre 2017
(OR. en)**

12703/17

FIN 588

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Monsieur Günther OETTINGER, membre de la Commission européenne
Date de réception:	2 octobre 2017
Destinataire:	Monsieur Märt KIVINE, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 20/2017 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2017

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 20/2017.

p.j.: DEC 20/2017



BRUXELLES, LE 28/09/2017

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2017

SECTION III - COMMISSION TITRES: 01, 02, 04, 05, 06, 07, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 26, 29, 32, 33, 34

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 20/2017

1. Introduction

Chaque année, après avoir examiné l'exécution effective et l'utilisation prévue des crédits de paiement jusqu'en fin d'exercice, la Commission établit une proposition de «virement global» destinée à permettre le rééquilibrage des **crédits de paiement** pour l'exercice en cours. Les besoins de financement constatés sont satisfaits dans la mesure du possible par des virements internes au sein des chapitres budgétaires concernés. La proposition de virement global porte sur les besoins qui ne peuvent être satisfaits par ces virements internes.

La proposition de virement global pour 2017 porte sur des crédits de paiement correspondant à 682 millions d'EUR, ce qui représente **0,5 %** du total des paiements autorisés dans le budget 2017.

Exercice	Valeur du virement global (en millions d'EUR)
2012	419,7
2013	509,8 ¹
2014	175,1 ²
2015	424,0
2016	855,9
2017	682,0

Au total, 133 lignes budgétaires sont concernées (14 pour les renforcements et 119 pour les prélèvements), contre 88 lignes (12 pour les renforcements et 76 pour les prélèvements) dans le virement global qui avait été présenté à la fin de 2016.

Les propositions de renforcements et de prélèvements par rubrique et par grand programme sont les suivantes:

Rubriques		Virement global (en EUR)		
		Renforcement	Prélèvement	Variation nette
1.	CROISSANCE INTELLIGENTE ET INCLUSIVE	672 777 224	-290 653 557	382 123 666
1a.	<i>Compétitivité pour la croissance et l'emploi</i>	672 477 224	-268 029 080	404 448 144
1b.	<i>Cohésion économique, sociale et territoriale</i>	300 000	-22 624 477	-22 324 477
2.	CROISSANCE DURABLE: RESSOURCES NATURELLES	0	-189 494 270	-189 494 270
3.	SÉCURITÉ ET CITOYENNETÉ	8 500 000	-6 362 662	2 137 338
4.	L'EUROPE DANS LE MONDE	700 000	-168 444 735	-167 744 735
5.	ADMINISTRATION	0	-2 332 000	-2 332 000
	INSTRUMENTS SPÉCIAUX	0	-24 690 000	-24 690 000
Total		681 977 224	-681 977 224	0

¹ Montant proposé par la Commission. Le montant finalement approuvé par l'autorité budgétaire était de 109,3 millions d'EUR.

² Montant proposé par la Commission. Le virement global a été rejeté.

Le virement global doit, comme tout autre virement, assurer une neutralité budgétaire. Il n'est possible de satisfaire aux besoins complémentaires en crédits de paiement de certains programmes et actions que dans la mesure où des fonds suffisants peuvent provenir d'autres sources, pour lesquelles une sous-utilisation des crédits est prévisible d'ici à la fin de l'exercice³.

Les crédits de paiement mis à disposition au sein d'une rubrique ont d'abord servi à couvrir les besoins dans la rubrique en question et à éviter, dans la mesure du possible, les pénalités financières pour retards de paiement. En cas d'insuffisance des crédits de paiement au sein d'une rubrique, les crédits disponibles dans d'autres rubriques sont utilisés pour répondre aux besoins encore à couvrir [par exemple, pour le renforcement du fonds de garantie du Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) au sein de la rubrique 1a, ou pour celui du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) au sein de la même rubrique].

2. Renforcements et prélèvements de crédits de paiement

Les principaux renforcements et prélèvements (supérieurs à 10 millions d'EUR) sont résumés dans la présente section.

2.1 Renforcements

Dans la demande de virement, il est proposé de renforcer **14 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR) relèvent de la rubrique 1a. Elles sont présentées ci-dessous en fonction du volume du renforcement par ordre décroissant:

2.1.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- + 150 millions d'EUR pour la ligne 01 04 05 - Provisionnement du fonds de garantie de l'EFSI. La Commission propose de placer le montant précité en amont dans l'échéancier des paiements de la ligne de provisionnement du fonds de garantie de l'UE afin d'assurer une bonne gestion des plafonds de paiement tout au long de la période couverte par le CFP.
- + 130,9 millions d'EUR pour la ligne 32 03 51 - Achèvement de l'assistance au déclassement d'installations nucléaires (2007-2013). Ce renforcement est dû au fait que plusieurs activités arrivent à maturité et que des versements plus élevés que prévu initialement sont nécessaires pour les programmes relatifs aux centrales de Bohunice (Slovaquie) et d'Ignalina (Lituanie).
- + 100 millions d'EUR pour la ligne 06 02 01 01 - Supprimer les goulets d'étranglement, renforcer l'interopérabilité ferroviaire, établir les liaisons manquantes et améliorer les tronçons transfrontaliers. Les crédits de paiement supplémentaires demandés visent à compenser le virement de 100 millions d'EUR en crédits de paiement issus du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) - Transports, effectué au premier semestre 2017 en vue de renforcer la ligne d'achèvement du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) pour les programmes 2007-2013. Ce virement était nécessaire pour honorer des obligations de paiement significatives dont les montants étaient initialement exigibles pour la fin de 2016.
- + 97,4 millions d'EUR pour la ligne 02 05 01 - Développer et fournir des infrastructures et services mondiaux de radionavigation par satellite (Galileo) d'ici à 2020. Il convient de renforcer les crédits sur la ligne destinée aux contrats Galileo, notamment dans deux domaines: a) les contrats du segment sol (mission et contrôle) et b) les contrats du lanceur. À la demande du conseil d'homologation de sécurité, l'éventail des activités liées aux contrats du segment sol a été élargi, ce qui a nécessité l'application de mesures et normes de sécurité supplémentaires, notamment en matière de cybersécurité. Par ailleurs, de nouvelles actions doivent être menées pour adapter l'architecture du segment sol aux spécifications techniques consolidées du service public réglementé (PRS), comme convenu avec les États membres en 2017, et assurer son déploiement en temps voulu. L'ensemble de ces éléments a entraîné une augmentation de la valeur des contrats et, partant, des besoins supplémentaires en crédits de paiement en 2017. En outre, il est nécessaire de commander plus tôt que prévu initialement un lanceur supplémentaire auprès d'Arianespace pour assurer le lancement des premiers satellites du contrat relatif au lot 3.

³ Étant donné que les crédits mis à disposition dans le cadre du virement global sont supérieurs aux besoins complémentaires, le présent virement global sera suivi d'un projet de budget rectificatif.

- + 80,5 millions d'EUR pour la ligne 06 02 01 03 - Optimiser l'intégration et l'interconnexion des modes de transport et renforcer l'interopérabilité. D'ici à la fin de 2017, les premiers préfinancements devront être versés pour les actions sélectionnées (pour un montant total de 491 millions d'EUR) dans le cadre des appels à propositions de 2016. La signature des conventions de subvention est attendue pour début novembre, de sorte que les préfinancements qui en découlent devront être versés dans les 30 jours. Les crédits de paiement demandés sont indispensables pour faire face à toutes les obligations de paiement en temps voulu et éviter tout retard dans le bon démarrage des actions. Parallèlement, les demandes de paiements intermédiaires devraient être traitées et honorées au cours du second semestre.
- + 64 millions d'EUR pour la ligne 32 03 04 01 - Programme Kozloduy. Le projet relatif au traitement des déchets radioactifs solides humides (phase 2) se poursuit dans le prolongement de sa phase 1, qui est achevée. Comme le projet a considérablement progressé ces derniers temps, le paiement devient exigible en 2017.
- + 18 millions d'EUR pour la ligne 05 09 03 01 - Assurer des approvisionnements suffisants en aliments sûrs et de qualité et en autres bioproduits. À la suite de la consultation d'entités codéleguées qui mettent en œuvre les activités liées aux défis de société 2 et 5 dans le cadre d'Horizon 2020, l'Agence exécutive pour la recherche (REA) a confirmé des besoins supplémentaires de 18 millions d'EUR en crédits de paiement. Ces besoins découlent essentiellement de la hausse du niveau des préfinancements (décidée en 2016) pour les projets retenus dans le cadre des appels de 2017, ainsi que de l'actualisation de certaines prévisions relatives aux paiements intermédiaires pour les projets retenus lors de précédents appels.

+ 16,8 millions d'EUR pour la ligne 15 02 01 01 - Promouvoir l'excellence et la coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation en Europe ainsi que son adéquation par rapport au marché du travail. Le renforcement demandé des crédits de paiement est nécessaire pour la mobilité, c'est-à-dire des actions décentralisées gérées par les agences nationales, ce qui confirme le caractère soutenu de la mise en œuvre du programme. Malgré le redéploiement interne et l'utilisation de la totalité des recettes affectées internes estimées, des crédits de paiement supplémentaires sont requis pour faire face aux obligations prévues d'ici à la fin de l'année.

2.1.2 Autres rubriques

Dans les autres rubriques, des renforcements plus limités (changements inférieurs à 10 millions d'EUR) portent sur les quatre lignes suivantes:

- 01 02 77 01 - Action préparatoire -- Renforcement des capacités et des institutions en vue de soutenir la mise en œuvre de réformes économiques (rubrique 1b) + 0,3 million d'EUR;
- 17 03 51 - Achèvement des programmes de santé publique (rubrique 3) + 5 millions d'EUR;
- 17 04 03 - Veiller à l'efficacité, à l'efficience et à la fiabilité des contrôles (rubrique 3) + 3,5 millions d'EUR;
- 19 06 01 - Informations de sensibilisation aux relations extérieures de l'Union (rubrique 4) + 0,7 million d'EUR.

2.2 Prélèvements

Dans la demande de virement, il est proposé de réduire le niveau des crédits de paiement de **119 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR), ventilées par rubrique et en fonction du volume du prélèvement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

2.2.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- - 72,2 millions d'EUR sur la ligne 01 04 51 - Achèvement des programmes dans le domaine des petites et moyennes entreprises (PME) (avant 2014). Le montant des décaissements au cours d'une année donnée dépend des besoins du marché et du respect de certaines conditions pendant la durée de validité des contrats signés. Il en résulte inévitablement un décalage dans le temps entre les virements vers les comptes fiduciaires et les décaissements en faveur des bénéficiaires, ainsi qu'une incertitude au sujet des montants finalement requis sur les comptes fiduciaires. La réduction des crédits de paiement initiaux est liée au ralentissement des décaissements à la suite de l'évolution des conditions du marché, mais aussi à la baisse du montant de la nouvelle réserve minimale prévue contractuellement sur les comptes fiduciaires, qui passe de 20 à 10 millions d'EUR. Cette action a été convenue cette année entre les services de la Commission et le Fonds européen d'investissement (FEI), dans le contexte de la stratégie visant à éviter les intérêts négatifs sur les soldes. Dès le stade des prévisions sur l'exécution budgétaire pour 2017, en avril 2017, la Commission avait réduit l'estimation initiale des crédits de paiement à 39 millions d'EUR; sur la base des informations les plus récentes émanant des intermédiaires financiers, le FEI a encore réduit ses prévisions concernant les paiements requis pour les comptes fiduciaires. Les prévisions concernant ces programmes en faveur des PME (+/- 600 millions d'EUR) sont complexes, compte tenu de la longueur de la chaîne entre les banques opérationnelles et le budget de la Commission et de la répartition très inégale sur le territoire de l'UE (ces derniers temps, la demande des PME est en net recul dans certains pays). Étant donné la volatilité particulièrement forte des prévisions du FEI cette année, la Commission a demandé à ce dernier de déterminer les raisons sous-jacentes à ce phénomène et de revoir la méthode de prévision afin d'en améliorer la fiabilité et d'éviter, dans la mesure du possible, la surestimation des besoins de paiement futurs.
- - 41,1 millions d'EUR sur la ligne 02 02 02 - Améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME), sous forme d'investissements en fonds propres et d'emprunts. En ce qui concerne la facilité «capital-risque» pour la croissance (EFG), la réserve minimale initiale de 30 millions d'EUR a été temporairement ramenée à 10 millions d'EUR en 2016 pour réduire au maximum les intérêts négatifs sur les soldes en euro. Comme convenu entre le FEI et la Commission, cette décision a été réexaminée avant les prévisions de décaissement de janvier 2017; en l'absence d'éléments nouveaux en faveur d'un relèvement de la réserve minimale de l'EFG, celle-ci a été maintenue à 10 millions d'EUR. Par conséquent, le FEI n'a pas besoin de nouveaux crédits étant donné que les besoins de trésorerie estimés pour le second semestre de 2017 (quelque 8 millions d'EUR pour couvrir les tirages attendus et les frais à payer au début de 2018) restent couverts par le restant des 20 millions d'EUR devenu disponible sur le compte fiduciaire de l'EFG à la suite de la diminution en 2016 de la réserve minimale. En outre, aucune nouvelle opération dans une monnaie négociable n'a été signée au premier semestre de 2017 et aucune ne devrait l'être au second semestre. La contribution de la facilité EFG du programme COSME au(x) fonds de fonds paneuropéen(s) de capital-risque (100 millions d'EUR) ne commencera à être versée qu'à compter de 2018 étant donné que la procédure de sélection du/des gestionnaire(s) du/des fonds de fonds devrait être finalisée ultérieurement en 2017. Pour ce qui est de la facilité «garanties de prêts» (LGF), trois opérations en GBP prévues dans le rapport initial des projets potentiels de janvier 2017, pour un montant estimé à quelque 13 millions d'EUR, ne figurent plus dans le rapport d'août 2017.
- - 36 millions d'EUR sur la ligne 09 03 02 - Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets d'infrastructures de télécommunications – Haut débit au titre du MIE. En raison de retards dans les négociations et la mise en place du Fonds en faveur du haut débit du MIE, un instrument financier de fonds propres pour le MIE-TIC, il est peu probable que les projets bénéficient encore d'un financement cette année.
- - 34,8 millions d'EUR sur la ligne 02 04 02 01 - Primauté dans l'espace. Le prélèvement sur cette ligne budgétaire est principalement lié à la convention de délégation avec l'Agence spatiale européenne (ESA) pour l'évolution des systèmes globaux de navigation par satellite (GNSS) et les activités de développement et de recherche en matière d'infrastructures. Étant donné que les contrats de l'ESA avec l'industrie qui ont déjà été conclus ou sont à signer avant la fin de l'année évoluent plus lentement que prévu initialement, les versements visant à couvrir les préfinancements ou les paiements intermédiaires sont inférieurs aux prévisions.

- - 24,6 millions d'EUR sur la ligne 18 05 03 01 - Promouvoir des sociétés européennes sûres. Cet excédent est essentiellement imputable à l'écart entre le projet «moyen» sur lequel reposent les prévisions (trois ans/deux périodes) et la réalité du dernier appel à propositions, si bien que de nombreux projets ont une durée plus longue et un nombre plus élevé de périodes de référence. En théorie, cela donne lieu à une diminution du montant des préfinancements versés. Cette diminution n'a pas été compensée par l'augmentation des préfinancements. Par ailleurs, la Commission a constaté un niveau d'exécution relativement faible pour certains projets, qui n'avait pas été pris en compte dans les prévisions initiales.
- - 10,3 millions d'EUR sur la ligne 18 05 51 - Achèvement des programmes-cadres de recherche précédents - Septième programme-cadre - CE (2007-2013). Cet excédent est imputable, d'une part, à la prolongation de la durée de certains projets, qui se traduit par le report des paiements finaux, et, d'autre part, au niveau d'exécution relativement faible, qui n'avait pas été pris en compte dans les prévisions. S'agissant de l'achèvement du 7^e programme-cadre (PC), la Commission travaille désormais sur un nombre limité de projets restants, dont certains représentent une valeur élevée. Il est dès lors difficile de compenser toute sous-consommation entre les projets.

2.2.2 Rubrique 1b — Cohésion économique, sociale et territoriale

- - 14,3 millions sur la ligne 13 03 60 - Fonds européen de développement régional (FEDER) -- Régions moins développées -- Objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi». Compte tenu des montants déjà versés et des demandes qui doivent encore être présentées en 2017 pour des paiements à honorer, les crédits de paiement seront excédentaires à la fin de 2017⁴.

2.2.3 Rubrique 2 - Croissance durable: ressources naturelles

- - 141,4 millions sur la ligne 11 06 60 - Promouvoir une pêche et une aquaculture durables et compétitives ainsi que le développement territorial équilibré et solidaire des zones tributaires de la pêche, et favoriser la mise en œuvre de la politique commune de la pêche. Le prélèvement proposé est lié à la notification tardive, par les États membres, de la désignation de leurs autorités, qui est une condition préalable à la présentation des demandes de paiement à la Commission. Les besoins jusqu'à la fin de l'exercice correspondent aux prévisions de paiement pour les 21 États membres qui ont déjà notifié la désignation de leurs autorités.
- - 12,5 millions d'EUR sur la ligne 34 02 01 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union. D'après les dernières prévisions de paiement concernant l'instrument de financement privé pour l'efficacité énergétique (PF4EE), qui ont été récemment révisées par la Banque européenne d'investissement, les besoins en crédits de paiement peuvent être réduits de 10 millions d'EUR par rapport aux montants demandés initialement pour le budget 2017. Le déblocage d'un montant supplémentaire de crédits de paiement, à hauteur de 2,5 millions d'EUR, est dû à l'exécution retardée de subventions à l'action et de certains marchés.
- - 10,9 millions d'EUR sur la ligne 11 06 62 02 - Contrôle et exécution. La diminution des crédits de paiement est due au volume moindre des paiements à effectuer en 2017 pour l'achat/l'affrètement conjoint de moyens de contrôle, ainsi qu'au recul des besoins en matière de paiements pour faire face aux engagements restant à liquider pour les programmes de contrôle 2007-2013.

⁴ L'excédent important qui est prévu dans la rubrique 1b sera corrigé dans le projet de budget rectificatif n° 6 à venir. Le montant figurant dans le virement global sert d'élément d'équilibrage.

2.2.4 Rubrique 4 - L'Europe dans le monde

- - 35,5 millions d'EUR sur la ligne 21 02 51 08 - Coopération géographique avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. L'analyse des prévisions les plus récentes indique que les besoins en crédits de paiement seront inférieurs en 2017 aux montants inscrits au budget. Cela s'explique, d'une part, par un niveau des paiements sur RAL (Reste à liquider) supérieur aux attentes en 2016 et, d'autre part, par certains retards dans la mise en œuvre concrète des projets relatifs aux programmes de mesures d'accompagnement dans les secteurs du sucre et de la banane, qui ont entraîné des retards dans les paiements. Enfin, les décaissements concernant une convention de délégation de 99,6 millions d'EUR avec la banque de développement d'Afrique du Sud ont été plus lents que prévu.
- - 25,4 millions d'EUR sur la ligne 01 03 02 - Aide macrofinancière. Initialement, il était prévu d'utiliser ces crédits de paiement pour les deux premières tranches de la nouvelle opération en faveur de la Moldavie, qui comporte un volet «dons» de 40 millions d'EUR, ainsi que pour la dernière tranche en faveur de la Géorgie (10 millions d'EUR). Toutefois, à la suite de retards dans la procédure législative, il sera uniquement possible de verser la première tranche de 20 millions d'EUR de prêts et de 10 millions d'EUR de dons en faveur de la Moldavie en 2017. Compte tenu des paiements pour l'évaluation opérationnelle de la Jordanie et les évaluations ex post de l'AMF Ukraine et Jordanie, d'un montant total de 0,3 million d'EUR, 25,4 millions d'EUR peuvent être restitués.
- - 18 millions d'EUR sur la ligne 13 07 01 - Soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque. Le programme d'aide est mis en œuvre dans un contexte diplomatique, juridique et politique inédit, qui soulève un certain nombre de difficultés opérationnelles et juridiques susceptibles de retarder la préparation des projets et la conclusion des contrats afférents. Le programme connaît actuellement un retard important, qui se solde par une réduction des prévisions de paiement de 18 millions d'EUR. Pour remédier à ce problème, des mesures ont été prises pour rationaliser les engagements restant à liquider. Cela a été confirmé au travers d'une modification des décisions de financement 2014-2016, qui a été adoptée par la Commission le 28 août 2017. Cette modification prévoyait notamment la réaffectation, à l'intérieur de l'objectif de développement et de restructuration des infrastructures, des crédits prévus pour un projet relatif aux déchets solides, qui a connu des problèmes de mise en œuvre, en faveur du budget destiné à la construction d'un nouveau collecteur d'eaux usées dans la partie nord de Nicosie, ainsi que la réaffectation des crédits destinés à des projets relevant de l'objectif du développement social et économique, qui n'étaient pas prêts pour un appel d'offres, en faveur de l'objectif «infrastructures», dans le cadre de l'amélioration du réseau d'égouts de Famagouste. À la suite de l'adoption de cette modification, de nouveaux contrats importants seront conclus dans le courant de l'année, et les décaissements suivront à partir de 2018.
- - 12,9 millions d'EUR sur la ligne 19 03 01 05 - Actions d'urgence. Cette ligne budgétaire fait office de réserve non affectée pour de nouvelles mesures ou des renforcements dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Après prise en compte de l'ensemble des besoins attendus jusqu'à la fin de l'année, le montant susmentionné peut être utilisé pour d'autres besoins.
- - 10,9 millions d'EUR sur la ligne 21 06 02 - Contribution supplémentaire de l'Union européenne à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) pour les projets liés à l'accident de Tchernobyl. Un montant total de 100 millions d'EUR était prévu pour les exercices 2015 (30 millions d'EUR), 2016 (40 millions d'EUR) et 2017 (30 millions d'EUR) afin de couvrir la contribution supplémentaire de l'UE au Fonds pour la réalisation d'un massif de protection à Tchernobyl et aux comptes connexes. Après la clôture des comptes, il apparaît que la contribution réelle pour 2017 est inférieure et que le montant susmentionné peut être mis à disposition aux fins d'un redéploiement.

2.2.5 Instruments spéciaux

- - 24,7 millions d'EUR sur la ligne 04 04 01 - FEM – Pour soutenir les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants en cessation d'activité en raison de la mondialisation. Les versements de 2017 ont été effectués au moyen de recettes affectées (montants recouvrés). Après une analyse prudente des demandes des États membres en préparation, la Commission estime que le montant restant en crédits de paiement peut être mis à disposition.

3. Virements proposés

Tous les virements proposés, ayant pour objet un renforcement ou une réduction des crédits, sont repris dans les tableaux, selon l'ordre de la nomenclature budgétaire. Ce tableau indique:

- les crédits du budget initial, y compris les budgets rectificatifs au 18 septembre 2017;
- les virements au 18 septembre 2017;
- l'exécution au 18 septembre 2017;
- le montant total des crédits encore disponibles;
- les virements proposés (renforcement ou prélèvement);
- le taux de variation par rapport au budget initial (budgets rectificatifs compris);
- le solde sur la ligne après le virement proposé.

Pour les prélèvements ou les renforcements des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, des justifications circonstanciées sont fournies ci-joint.

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2017

SECTION III - COMMISSION TITRES: 01, 02, 04, 05, 06, 07, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 26, 29, 32, 33, 34

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 20/2017**ORIGINE DES CRÉDITS****DU CHAPITRE - 0102 Union économique et monétaire**

ARTICLE - 01 02 04 Protéger les billets et les pièces en euros contre le faux monnayage et les fraudes connexes	CP	-127 131,00
---	----	-------------

DU CHAPITRE - 0103 Affaires économiques et financières internationales

ARTICLE - 01 03 02 Aide macrofinancière	CP	-25 400 000,00
---	----	----------------

DU CHAPITRE - 0104 Opérations et instruments financiers

ARTICLE - 01 04 51 Achèvement des programmes dans le domaine des petites et moyennes entreprises (PME) (avant 2014)	CP	-72 198 688,29
---	----	----------------

DU CHAPITRE - 0202 Compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises (COSME)

ARTICLE - 02 02 02 Améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME), sous forme d'investissements en fonds propres et d'emprunts	CP	-41 115 873,00
---	----	----------------

POSTE - 02 02 77 09 Action préparatoire - Tourisme et accessibilité pour tous	CP	-88 733,00
---	----	------------

POSTE - 02 02 77 17 Projet pilote -- Transmission d'entreprises à leurs salariés et modèle coopératif: garantir la viabilité des PME	CP	-201 196,29
--	----	-------------

POSTE - 02 02 77 18 Projet pilote -- Investisseuses informelles («Female Business Angels»)	CP	-635 025,00
--	----	-------------

POSTE - 02 02 77 20 Projet pilote -- Pour la convergence économique régionale de l'Union européenne (CERU)	CP	-82 933,43
--	----	------------

POSTE - 02 02 77 24 Projet pilote -- Marque Destination Europe -- La promotion de l'Europe dans le secteur du tourisme	CP	-285 000,00
--	----	-------------

POSTE - 02 02 77 25 Projet pilote -- Soutien à la création d'entreprises par de jeunes migrants	CP	-331 912,74
---	----	-------------

POSTE - 02 02 77 26 Projet pilote -- Initiative pour le lancement de start-ups dans le domaine de l'économie du partage afin de financer l'avenir de l'entrepreneuriat européen	CP	-1 008 700,00
---	----	---------------

POSTE - 02 02 77 29 Action préparatoire -- La capitale européenne du tourisme	CP	-920 000,00
---	----	-------------

POSTE - 02 02 77 30 Projet pilote -- Jouer un rôle moteur dans le domaine de l'entrepreneuriat et des possibilités de coopération (ALECO)	CP	-375 000,00
---	----	-------------

DU CHAPITRE - 0203 Marché intérieur des biens et des services

ARTICLE - 02 03 03 Agence européenne des produits chimiques -- Législation sur les produits chimiques	CP	-5 328 440,00
---	----	---------------

DU CHAPITRE - 0204 «Horizon 2020» -- Recherche relative aux entreprises		
POSTE - 02 04 02 01 Primauté dans l'espace	CP	-34 830 246,00
POSTE - 02 04 02 03 Accroître l'innovation dans les petites et moyennes entreprises (PME)	CP	-7 611 926,50
ARTICLE - 02 04 51 Achèvement du programme-cadre de recherche précédent -- Septième programme-cadre -- CE (2007-2013)	CP	-4 342 342,00
ARTICLE - 02 04 53 Achèvement du programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité -- Volet «Innovation» (2007-2013)	CP	-5 317 790,00
POSTE - 02 04 77 03 Action préparatoire concernant la recherche en matière de défense	CP	-220 000,00
DU CHAPITRE - 0403 Emploi, affaires sociales et inclusion		
POSTE - 04 03 77 25 Action préparatoire – Garantie pour l'enfance/Mise en place d'une garantie pour l'enfance européenne et soutien financier	CP	-1 000 000,00
DU CHAPITRE - 0404 Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)		
ARTICLE - 04 04 01 FEM -- Pour soutenir les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants en cessation d'activité en raison de la mondialisation	CP	-24 690 000,00
DU CHAPITRE - 0506 Aspects internationaux du domaine politique «Agriculture et développement rural»		
ARTICLE - 05 06 01 Accords internationaux en matière agricole	CP	-1 347 671,33
ARTICLE - 05 06 02 Organisations agricoles internationales	CP	-40 000,00
DU CHAPITRE - 0507 Audit des dépenses agricoles financées par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA)		
POSTE - 05 07 01 02 Actions de contrôle et de prévention -- Paiements directs par l'Union	CP	-820 000,00
DU CHAPITRE - 0702 Politique environnementale au niveau de l'Union et au niveau international		
ARTICLE - 07 02 02 Stopper et inverser le processus d'appauvrissement de la biodiversité	CP	-3 000 000,00
ARTICLE - 07 02 03 Contribuer à une meilleure gouvernance en matière d'environnement et à une meilleure information à tous les niveaux	CP	-6 000 000,00
POSTE - 07 02 77 22 Projet pilote -- Protection de la biodiversité par une rémunération fondée sur les résultats des efforts accomplis en matière d'écologie	CP	-210 000,00
POSTE - 07 02 77 29 Projet pilote -- Renforcement des capacités, développement programmatique et communication dans le domaine de la fiscalité environnementale et de la réforme budgétaire	CP	-98 069,27
POSTE - 07 02 77 30 Projet pilote -- Promouvoir l'économie verte et circulaire en Europe par le renforcement des moyens, le travail en réseau et l'échange de solutions innovantes, afin de combler le déficit d'innovations écologiques	CP	-322 045,40
POSTE - 07 02 77 32 Projet pilote -- Protocoles en vue de la définition de programmes d'évaluation de l'infrastructure verte dans l'Union	CP	-240 000,00

POSTE - 07 02 77 33	Projet pilote -- Atténuation de l'impact des éoliennes sur les populations de chauves-souris et d'oiseaux et sur leurs routes migratoires	CP	-400 000,00
POSTE - 07 02 77 35	Projet pilote -- Cartographie et évaluation de l'état des écosystèmes et de leurs services dans les régions ultrapériphériques et les pays et territoires d'outre-mer: établissement des liens et mise en commun des ressources	CP	-500 000,00
POSTE - 07 02 77 36	Projet pilote -- Réseau des villes vertes européennes	CP	-500 000,00
POSTE - 07 02 77 37	Projet pilote -- Effet de la combustion des déchets solides domestiques sur la qualité de l'air ambiant en Europe et mesures d'atténuation potentielles	CP	-375 000,00
POSTE - 07 02 77 39	Projet pilote -- Mise en place de plateformes régionales ou locales sur la coexistence entre la population et les grands carnivores fondée sur des actions clés pour les grands carnivores dans les zones avec des niveaux de conflit élevés	CP	-250 000,00
POSTE - 07 02 77 40	Projet pilote -- Vers une amélioration des directives «Oiseaux» et «Habitats» fondée sur des données factuelles: réexamen systématique et méta-analyse	CP	-250 000,00
POSTE - 07 02 77 41	Projet pilote -- Promouvoir les méthodes alternatives à l'expérimentation animale	CP	-500 000,00
DU CHAPITRE - 0902 Marché unique numérique			
ARTICLE - 09 02 05	Actions concernant le contenu numérique, l'industrie audiovisuelle et les autres médias	CP	-215 745,78
POSTE - 09 02 77 04	Action préparatoire -- Centre européen pour la liberté de la presse et des médias	CP	-146 356,34
POSTE - 09 02 77 05	Action préparatoire -- Mise en œuvre de l'instrument de surveillance du pluralisme des médias	CP	-70 864,23
DU CHAPITRE - 0903 Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) -- Réseaux de télécommunications			
ARTICLE - 09 03 02	Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets d'infrastructures de télécommunications -- Haut débit au titre du MIE	CP	-36 000 000,00
ARTICLE - 09 03 03	Promouvoir l'interopérabilité, le déploiement durable, l'exploitation et la mise à niveau des infrastructures de services numériques transeuropéennes, ainsi que la coordination au niveau européen	CP	-4 900 000,00
DU CHAPITRE - 0904 «Horizon 2020»			
POSTE - 09 04 77 01	Projet pilote -- Technologies ouvertes de la connaissance: cartographie et validation des connaissances	CP	-999 009,78
POSTE - 09 04 77 04	Projet pilote -- La stratégie numérique pour l'Europe à la rencontre de la Silicon Valley	CP	-20 556,00
POSTE - 09 04 77 05	Action préparatoire -- Technologies ouvertes de la connaissance: cartographie et validation des connaissances	CP	-111 407,00
POSTE - 09 04 77 06	Projet pilote -- Compétences numériques: métiers nouveaux, méthodes pédagogiques nouvelles, emplois nouveaux	CP	-200 000,00
POSTE - 09 04 77 07	Projet pilote -- Généraliser l'usage des nouvelles technologies et des outils numériques dans l'enseignement	CP	-1 213,00

POSTE - 09 04 77 08 Action préparatoire -- REIsearch (Research Excellence Innovation Framework) -- Renforcer la compétitivité de l'espace européen de la recherche en intensifiant la communication entre chercheurs, citoyens, entreprises et décideurs politiques	CP	-137 500,00
POSTE - 09 04 77 10 Projet pilote -- Cadre de pratiques exemplaires en matière de lutte contre la pédopornographie	CP	-500 000,00
POSTE - 09 04 77 11 Projet pilote -- Initiative de sensibilisation aux algorithmes	CP	-300 000,00
POSTE - 09 04 77 13 Action préparatoire -- Réseau de plateformes numériques	CP	-750 000,00
POSTE - 09 04 77 14 Action préparatoire -- Transformation numérique de l'industrie européenne	CP	-750 000,00
POSTE - 09 04 77 15 Projet pilote -- Application par défaut des exigences d'accessibilité du web aux outils de création de contenu et aux plateformes (accès au web par défaut)	CP	-300 000,00
DU CHAPITRE - 0905 Europe créative		
ARTICLE - 09 05 05 Actions multimédia	CP	-2 431 636,00
POSTE - 09 05 77 04 Projet pilote -- Éducation aux médias pour tous	CP	-250 000,00
DU CHAPITRE - 1002 Horizon 2020 -- Actions directes du Centre commun de recherche (JRC) à l'appui des politiques de l'Union		
ARTICLE - 10 02 01 Horizon 2020 -- Appui scientifique et technique orienté vers le client en faveur des politiques de l'Union	CP	-2 500 000,00
ARTICLE - 10 02 51 Achèvement du septième programme-cadre -- Actions directes (2007-2013)	CP	-350 000,00
POSTE - 10 02 77 01 Projet pilote -- Création du laboratoire de la Commission européenne pour l'innovation dans le secteur public	CP	-175 000,00
DU CHAPITRE - 1003 Programme Euratom -- Actions directes		
ARTICLE - 10 03 51 Achèvement du septième programme-cadre -- Euratom (2007-2013)	CP	-75 000,00
DU CHAPITRE - 1005 Poids du passé nucléaire provenant des activités exécutées par le Centre commun de recherche dans le cadre du traité Euratom		
ARTICLE - 10 05 01 Démantèlement des installations nucléaires obsolètes d'Euratom et élimination finale des déchets	CP	-6 150 000,00
DU CHAPITRE - 1106 Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP)		
ARTICLE - 11 06 60 Promouvoir une pêche et une aquaculture durables et compétitives ainsi que le développement territorial équilibré et solidaire des zones tributaires de la pêche, et favoriser la mise en œuvre de la politique commune de la pêche	CP	-141 420 000,00
ARTICLE - 11 06 61 Favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de la politique maritime intégrée de l'Union	CP	-3 469 610,39
POSTE - 11 06 62 01 Avis et connaissances scientifiques	CP	-1 300 000,00

POSTE - 11 06 62 02 Contrôle et exécution	CP	-10 900 000,00
POSTE - 11 06 62 05 Règles concernant les informations sur le marché	CP	-128 120,66
DU CHAPITRE - 1202 Services financiers et marchés de capitaux		
ARTICLE - 12 02 01 Mise en œuvre et développement du marché unique des services financiers	CP	-500 000,00
ARTICLE - 12 02 03 Normes dans les domaines de l'information financière et du contrôle des comptes	CP	-886 443,00
ARTICLE - 12 02 08 Favoriser la participation des consommateurs et autres utilisateurs finaux à l'élaboration des politiques de l'Union en matière de services financiers	CP	-48 298,00
POSTE - 12 02 77 05 Action préparatoire -- Renforcement des capacités des utilisateurs finaux et des autres acteurs extérieurs au secteur en matière d'élaboration des politiques de l'Union dans le domaine des services financiers	CP	-536 716,00
POSTE - 12 02 77 06 Projet pilote -- Groupe d'étude transversal «Technologie des registres distribués»	CP	-75 000,00
DU CHAPITRE - 1303 Fonds européen de développement régional et autres interventions régionales		
ARTICLE - 13 03 60 - Fonds européen de développement régional (FEDER) -- Régions moins développées -- Objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi»	CP	-14 334 466,34
ARTICLE - 13 03 68 Stratégies macrorégionales 2014-2020 -- Stratégie de l'Union européenne pour la région du Danube -- Assistance technique	CP	-500 000,00
POSTE - 13 03 77 08 Projet pilote - Pour la constitution d'une identité régionale commune, réconciliation des nations et coopération économique et sociale, y compris une plate-forme d'expertise et d'excellence pour les régions d'Europe dans la macrorégion du Danube	CP	-322 551,00
POSTE - 13 03 77 17 Action préparatoire -- Coopération entre l'Union européenne et la CELAC en matière de cohésion territoriale	CP	-950 000,00
POSTE - 13 03 77 19 Action préparatoire -- Soutien à la croissance et à la gouvernance dans les régions en déclin	CP	-1 000 000,00
POSTE - 13 03 77 23 Action préparatoire -- Programme urbain pour l'Union	CP	-1 013 760,00
DU CHAPITRE - 1307 Règlement relatif à l'aide		
ARTICLE - 13 07 01 Soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque	CP	-18 000 000,00
DU CHAPITRE - 1308 Programme d'appui à la réforme structurelle (PARS) -- Assistance technique opérationnelle		
ARTICLE - 13 08 01 Programme d'appui à la réforme structurelle (PARS) -- Assistance technique opérationnelle transférée de la rubrique 1b (FSE, FEDER et FC)	CP	-4 503 700,00
ARTICLE - 13 08 02 Programme d'appui à la réforme structurelle (PARS) -- Assistance technique opérationnelle transférée de la rubrique 2 (Feader)	CP	-1 255 500,00

DU CHAPITRE - 1402 Douane		
ARTICLE - 14 02 02 Adhésion à des organisations internationales dans le domaine de la douane	CP	-25 913,18
DU CHAPITRE - 1403 Fiscalité		
ARTICLE - 14 03 02 Adhésion à des organisations internationales dans le domaine de la fiscalité	CP	-100 000,00
DU CHAPITRE - 1802 Sécurité intérieure		
POSTE - 18 02 77 02 Projet pilote -- Nouveaux mécanismes intégrés de coopération entre acteurs publics et privés pour déceler les risques de tromperie dans les paris sportifs	CP	-255 185,80
DU CHAPITRE - 1803 Asile et migration		
POSTE - 18 03 77 05 Projet pilote -- Financement pour les victimes de la torture	CP	-160 762,25
POSTE - 18 03 77 06 Action préparatoire -- Permettre la réinstallation des réfugiés dans les situations d'urgence	CP	-111 000,00
POSTE - 18 03 77 07 Projet pilote -- Analyse des politiques d'accueil, de protection et d'intégration des mineurs non accompagnés au sein de l'Union	CP	-273 799,11
POSTE - 18 03 77 09 Action préparatoire -- Financement de la réhabilitation des victimes de la torture	CP	-260 156,46
POSTE - 18 03 77 11 Projet pilote -- Parrainages privés: améliorer les possibilités de réinstallation pour les réfugiés et assurer la disponibilité de voies sûres et régulières permettant aux réfugiés de rejoindre l'Union	CP	-250 000,00
DU CHAPITRE - 1805 Horizon 2020 -- La recherche liée à la sécurité		
POSTE - 18 05 03 01 Promouvoir des sociétés européennes sûres	CP	-24 642 000,00
ARTICLE - 18 05 51 Achèvement des programmes-cadres de recherche précédents -- Septième programme-cadre -- CE (2007-2013)	CP	-10 300 000,00
DU CHAPITRE - 1806 Politique antidrogue		
ARTICLE - 18 06 01 Appui aux initiatives dans le domaine de la politique en matière de drogue	CP	-1 000 000,00
DU CHAPITRE - 1903 Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)		
POSTE - 19 03 01 05 Actions d'urgence	CP	-12 861 863,57
POSTE - 19 03 01 07 Représentants spéciaux de l'Union européenne	CP	-8 820 577,66
DU CHAPITRE - 1904 Missions d'observation électorale		
ARTICLE - 19 04 01 Améliorer la fiabilité des processus électoraux, au moyen notamment de missions d'observation électorale	CP	-8 000 000,00

DU CHAPITRE - 1905 Coopération avec les pays tiers au titre de l'instrument de partenariat		
ARTICLE - 19 05 01 Coopération avec les pays tiers afin de promouvoir et de défendre les intérêts de l'Union ainsi que ceux qu'elle partage avec d'autres pays	CP	-19 000 000,00
DU CHAPITRE - 2102 Instrument de financement de la coopération au développement (ICD)		
POSTE - 21 02 51 08 Coopération géographique avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	CP	-35 500 000,00
DU CHAPITRE - 2106 Instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire		
ARTICLE - 21 06 02 Contribution supplémentaire de l'Union européenne à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) pour les projets liés à l'accident de Tchernobyl	CP	-10 900 000,00
DU CHAPITRE - 2107 Partenariat Union européenne-Groenland		
ARTICLE - 21 07 01 Coopération avec le Groenland	CP	-5 430 797,00
DU CHAPITRE - 2108 Développement et coopération dans le monde		
ARTICLE - 21 08 02 Coordination et sensibilisation dans le domaine du développement	CP	-3 000 000,00
DU CHAPITRE - 2109 Achèvement des actions mises en œuvre au titre du programme IPI+ (Instrument pour les pays industrialisés)		
POSTE - 21 09 51 01 Asie	CP	-1 600 000,00
POSTE - 21 09 51 02 Amérique latine	CP	-5 600 000,00
POSTE - 21 09 51 03 Afrique	CP	-723 213,00
DU CHAPITRE - 2202 Processus et stratégie d'élargissement		
POSTE - 22 02 77 02 Action préparatoire -- Préserver et remettre en état le patrimoine culturel dans les zones de conflit	CP	-30 112,00
DU CHAPITRE - 2204 Instrument européen de voisinage		
POSTE - 22 04 77 04 Projet pilote -- Financement de la PEV -- Préparation du personnel appelé à exercer des fonctions dans le domaine de la PEV	CP	-129 325,00
POSTE - 22 04 77 05 Action préparatoire -- Recouvrement des avoirs par les pays du printemps arabe	CP	-91 262,00
DU CHAPITRE - 2303 Mécanisme de protection civile de l'Union		
POSTE - 23 03 01 02 Prévention des catastrophes et préparation aux catastrophes dans les pays tiers	CP	-250 000,00
POSTE - 23 03 02 01 Réaction rapide et efficace par des interventions d'urgence en cas de catastrophe majeure au sein de l'Union	CP	-875 000,00
POSTE - 23 03 02 02 Réaction rapide et efficace par des interventions d'urgence en cas de catastrophe majeure dans les pays tiers	CP	-6 400 000,00

DU CHAPITRE - 2304 Initiative des volontaires de l'aide de l'Union européenne		
ARTICLE - 23 04 01 Initiative des volontaires de l'aide de l'Union européenne -- Renforcer la capacité de l'Union à répondre aux crises humanitaires	CP	-4 944 000,00
DU CHAPITRE - 2602 Production multimédia		
ARTICLE - 26 02 01 Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services	CP	-800 000,00
DU CHAPITRE - 2603 Services offerts aux administrations publiques, aux entreprises et aux citoyens		
POSTE - 26 03 77 03 Projet pilote -- PublicAccess.eu: plate-forme en ligne pour la publication proactive des documents non classifiés des institutions de l'Union	CP	-200 000,00
POSTE - 26 03 77 05 Projet pilote -- Promouvoir les données ouvertes et liées, les logiciels libres et la participation de la société civile au processus législatif dans l'ensemble de l'Union [outil de rédaction des amendements (AT4AM)/ Legislation Editing Open Software (LEOS) Linked Open Data (LOD) et intégration des logiciels libres (FS)]	CP	-257 000,00
POSTE - 26 03 77 06 Action préparatoire -- Gouvernance et qualité du code logiciel -- audit des logiciels libres et open source	CP	-1 100 000,00
POSTE - 26 03 77 07 Projet pilote -- Déploiement d'identités électroniques et de signatures numériques en ligne au moyen de l'application du règlement eIDAS par le Parlement européen et la Commission européenne	CP	-275 000,00
POSTE - 26 03 77 08 Action préparatoire -- Communications électroniques cryptées des institutions de l'Union	CP	-500 000,00
DU CHAPITRE - 3303 Justice		
ARTICLE - 33 03 01 Soutenir et promouvoir la formation judiciaire et faciliter l'accès effectif à la justice pour tous	CP	-312 156,00
DU CHAPITRE - 3402 Action pour le climat au niveau de l'Union et au niveau international		
ARTICLE - 34 02 01 Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union	CP	-12 500 000,00
ARTICLE - 34 02 02 Accroître la résilience de l'Union au changement climatique	CP	-4 500 000,00
ARTICLE - 34 02 51 Achèvement des anciens programmes d'action pour le climat	CP	-305 923,92
POSTE - 34 02 77 03 Projet pilote -- Étude du cycle de vie des véhicules électriques, des véhicules roulant aux biocarburants et des véhicules roulant aux carburants traditionnels	CP	-250 000,00
<u>DESTINATION DES CRÉDITS</u>		
AU CHAPITRE - 0102 Union économique et monétaire		
POSTE - 01 02 77 01 Action préparatoire -- Renforcement des capacités et des institutions en vue de soutenir la mise en œuvre de réformes économiques	CP	300 000,00
AU CHAPITRE - 0104 Opérations et instruments financiers		
ARTICLE - 01 04 05 - Provisionnement du fonds de garantie de l'EFSI	CP	150 000 000,00

AU CHAPITRE - 0205 Programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et Galileo)		
ARTICLE - 02 05 01 Développer et fournir des infrastructures et services mondiaux de radionavigation par satellite (Galileo) d'ici à 2020	CP	97 366 677,96
AU CHAPITRE - 0509 Horizon 2020 -- Recherche et innovation relatives à l'agriculture		
POSTE - 05 09 03 01 Assurer des approvisionnements suffisants en aliments sûrs et de qualité et en autres bioproduits	CP	17 955 060,00
AU CHAPITRE - 0602 Politique européenne des transports		
POSTE - 06 02 01 01 Supprimer les goulets d'étranglement, renforcer l'interopérabilité ferroviaire, établir les liaisons manquantes et améliorer les tronçons transfrontaliers	CP	100 000 000,00
POSTE - 06 02 01 02 Garantir des systèmes de transport durables et efficaces	CP	5 000 000,00
POSTE - 06 02 01 03 Optimiser l'intégration et l'interconnexion des modes de transport et renforcer l'interopérabilité	CP	80 500 000,00
AU CHAPITRE - 1502 Erasmus +		
POSTE - 15 02 01 01 Promouvoir l'excellence et la coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation en Europe ainsi que son adéquation par rapport au marché du travail	CP	16 835 611,81
AU CHAPITRE - 1703 Santé publique		
ARTICLE - 17 03 51 Achèvement des programmes de santé publique	CP	5 000 000,00
AU CHAPITRE - 1704 Sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, santé et bien-être des animaux et domaine phytosanitaire		
ARTICLE - 17 04 03 Veiller à l'efficacité, à l'efficience et à la fiabilité des contrôles	CP	3 500 000,00
AU CHAPITRE - 1906 Informations de sensibilisation aux relations extérieures de l'Union		
ARTICLE - 19 06 01 Informations de sensibilisation aux relations extérieures de l'Union	CP	700 000,00
AU CHAPITRE - 2902 Programme statistique européen		
ARTICLE - 29 02 01 Fournir des informations statistiques de qualité, mettre en œuvre de nouvelles méthodes de production des statistiques européennes et renforcer le partenariat au sein du système statistique européen	CP	9 893 016,00
AU CHAPITRE - 3203 Énergie nucléaire		
POSTE - 32 03 04 01 Programme Kozloduy	CP	64 000 000,00
ARTICLE - 32 03 51 Achèvement de l'assistance au déclasserment d'installations nucléaires (2007-2013)	CP	130 926 857,95

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
CP - 01 02 04 - Protéger les billets et les pièces en euros contre le faux monnayage et les fraudes connexes						
1 000 000,00	0,00	396 383,79	603 616,21	-127 131,00	-12,71 %	476 485,21
CP - 01 02 77 01 - Action préparatoire -- Renforcement des capacités et des institutions en vue de soutenir la mise en œuvre de réformes économiques						
1 000 000,00	0,00	788 607,04	211 392,96	300 000,00	30,00 %	511 392,96
CP - 01 03 02 - Aide macrofinancière						
45 828 000,00	0,00	10 076 025,10	35 751 974,90	-25 400 000,00	-55,42 %	10 351 974,90
CP - 01 04 05 - Provisionnement du fonds de garantie de l'EFSI						
2 300 000 000,00	0,00	1 983 200 000,00	316 800 000,00	150 000 000,00	6,52 %	466 800 000,00
CP - 01 04 51 - Achèvement des programmes dans le domaine des petites et moyennes entreprises (PME) (avant 2014)						
96 000 000,00	0,00	0,00	96 000 000,00	-72 198 688,29	-75,21 %	23 801 311,71
CP - 02 02 02 - Améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME), sous forme d'investissements en fonds propres et d'emprunts						
120 000 000,00	0,00	23 755 404,72	96 244 595,28	-41 115 873,00	-34,26 %	55 128 722,28
CP - 02 02 77 09 - Action préparatoire -- Tourisme et accessibilité pour tous						
270 000,00	0,00	86 266,99	183 733,01	-88 733,00	-32,86 %	95 000,01
CP - 02 02 77 17 - Projet pilote -- Transmission d'entreprises à leurs salariés et modèle coopératif: garantir la viabilité des PME						
270 000,00	0,00	68 803,71	201 196,29	-201 196,29	-74,52 %	0,00
CP - 02 02 77 18 - Projet pilote -- Investisseuses informelles («Female Business Angels»)						
1 060 000,00	-424 975,00	0,00	635 025,00	-635 025,00	-59,91 %	0,00
CP - 02 02 77 20 - Projet pilote -- Pour la convergence économique régionale de l'Union européenne (CERU)						
346 432,00	0,00	263 498,57	82 933,43	-82 933,43	-23,94 %	0,00
CP - 02 02 77 24 - Projet pilote -- Marque Destination Europe -- La promotion de l'Europe dans le secteur du tourisme						
500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	-285 000,00	-57,00 %	215 000,00
CP - 02 02 77 25 - Projet pilote -- Soutien à la création d'entreprises par de jeunes migrants						
1 000 000,00	0,00	668 087,26	331 912,74	-331 912,74	-33,19 %	0,00
CP - 02 02 77 26 - Projet pilote -- Initiative pour le lancement de start-ups dans le domaine de l'économie du partage afin de financer l'avenir de l'entrepreneuriat européen						
1 150 000,00	0,00	141 300,00	1 008 700,00	-1 008 700,00	-87,71 %	0,00
CP - 02 02 77 29 - Action préparatoire -- La capitale européenne du tourisme						
1 250 000,00	0,00	0,00	1 250 000,00	-920 000,00	-73,60 %	330 000,00
CP - 02 02 77 30 - Projet pilote -- Jouer un rôle moteur dans le domaine de l'entrepreneuriat et des possibilités de coopération (ALECO)						
375 000,00	0,00	0,00	375 000,00	-375 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 02 03 03 - Agence européenne des produits chimiques -- Législation sur les produits chimiques						
69 489 500,00	0,00	39 919 255,00	29 570 245,00	-5 328 440,00	-7,67 %	24 241 805,00
CP - 02 04 02 01 - Primauté dans l'espace						
172 900 000,00	0,00	42 619 241,09	130 280 758,91	-34 830 246,00	-20,14 %	95 450 512,91
CP - 02 04 02 03 - Accroître l'innovation dans les petites et moyennes entreprises (PME)						
46 810 000,00	0,00	30 741 284,36	16 068 715,64	-7 611 926,50	-16,26 %	8 456 789,14
CP - 02 04 51 - Achèvement du programme-cadre de recherche précédent -- Septième programme-cadre -- CE (2007-2013)						
27 300 000,00	-371 965,20	16 897 983,42	10 030 051,38	-4 342 342,00	-15,91 %	5 687 709,38
CP - 02 04 53 - Achèvement du programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité -- Volet «Innovation» (2007-2013)						
17 460 000,00	0,00	8 302 077,26	9 157 922,74	-5 317 790,00	-30,46 %	3 840 132,74

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
CP - 02 04 77 03 - Action préparatoire concernant la recherche en matière de défense						
10 000 000,00	0,00	9 780 000,00	220 000,00	-220 000,00	-2,20 %	0,00
CP - 02 05 01 - Développer et fournir des infrastructures et services mondiaux de radionavigation par satellite (Galileo) d'ici à 2020						
495 000 000,00	0,00	409 055 443,38	85 944 556,62	97 366 677,96	19,67 %	183 311 234,58
CP - 04 03 77 25 - Action préparatoire -- Garantie pour l'enfance/Mise en place d'une garantie pour l'enfance européenne et soutien financier						
1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	-1 000 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 04 04 01 - FEM -- Pour soutenir les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants en cessation d'activité en raison de la mondialisation						
25 000 000,00	-310 000,00	0,00	24 690 000,00	-24 690 000,00	-98,76 %	0,00
CP - 05 06 01 - Accords internationaux en matière agricole						
8 105 849,00	-2 300 000,00	4 458 177,67	1 347 671,33	-1 347 671,33	-16,63 %	0,00
CP - 05 06 02 - Organisations agricoles internationales						
180 000,00	0,00	0,00	180 000,00	-40 000,00	-22,22 %	140 000,00
CP - 05 07 01 02 - Actions de contrôle et de prévention -- Paiements directs par l'Union						
9 900 515,00	0,00	8 521 849,81	1 378 665,19	-820 000,00	-8,28 %	558 665,19
CP - 05 09 03 01 - Assurer des approvisionnements suffisants en aliments sûrs et de qualité et en autres bioproduits						
121 648 169,00	0,00	101 541 997,50	20 106 171,50	17 955 060,00	14,76 %	38 061 231,50
CP - 06 02 01 01 - Supprimer les goulets d'étranglement, renforcer l'interopérabilité ferroviaire, établir les liaisons manquantes et améliorer les tronçons transfrontaliers						
428 362 267,00	-109 500 000,00	295 281 966,75	23 580 300,25	100 000 000,00	23,34 %	123 580 300,25
CP - 06 02 01 02 - Garantir des systèmes de transport durables et efficaces						
43 209 743,00	0,00	9 252 029,42	33 957 713,58	5 000 000,00	11,57 %	38 957 713,58
CP - 06 02 01 03 - Optimiser l'intégration et l'interconnexion des modes de transport et renforcer l'interopérabilité						
83 988 294,00	10 200 000,00	66 325 539,55	27 862 754,45	80 500 000,00	95,85 %	108 362 754,45
CP - 07 02 02 - Stopper et inverser le processus d'appauvrissement de la biodiversité						
57 000 000,00	0,00	34 015 751,49	22 984 248,51	-3 000 000,00	-5,26 %	19 984 248,51
CP - 07 02 03 - Contribuer à une meilleure gouvernance en matière d'environnement et à une meilleure information à tous les niveaux						
50 000 000,00	0,00	26 496 350,68	23 503 649,32	-6 000 000,00	-12,00 %	17 503 649,32
CP - 07 02 77 22 - Projet pilote -- Protection de la biodiversité par une rémunération fondée sur les résultats des efforts accomplis en matière d'écologie						
585 000,00	-97 769,00	124 230,00	363 001,00	-210 000,00	-35,90 %	153 001,00
CP - 07 02 77 29 - Projet pilote -- Renforcement des capacités, développement programmatique et communication dans le domaine de la fiscalité environnementale et de la réforme budgétaire						
315 000,00	0,00	216 930,73	98 069,27	-98 069,27	-31,13 %	0,00
CP - 07 02 77 30 - Projet pilote -- Promouvoir l'économie verte et circulaire en Europe par le renforcement des moyens, le travail en réseau et l'échange de solutions innovantes, afin de combler le déficit d'innovations écologiques						
400 000,00	0,00	77 954,60	322 045,40	-322 045,40	-80,51 %	0,00
CP - 07 02 77 32 - Projet pilote -- Protocoles en vue de la définition de programmes d'évaluation de l'infrastructure verte dans l'Union						
240 000,00	0,00	0,00	240 000,00	-240 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 07 02 77 33 - Projet pilote -- Atténuation de l'impact des éoliennes sur les populations de chauves-souris et d'oiseaux et sur leurs routes migratoires						
400 000,00	0,00	0,00	400 000,00	-400 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 07 02 77 35 - Projet pilote -- Cartographie et évaluation de l'état des écosystèmes et de leurs services dans les régions ultrapériphériques et les pays et territoires d'outre-mer: établissement des liens et mise en commun des ressources						
500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	-500 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 07 02 77 36 - Projet pilote -- Réseau des villes vertes européennes						
500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	-500 000,00	-100,00 %	0,00

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
CP - 07 02 77 37 - Projet pilote -- Effet de la combustion des déchets solides domestiques sur la qualité de l'air ambiant en Europe et mesures d'atténuation potentielles						
375 000,00	0,00	0,00	375 000,00	-375 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 07 02 77 39 - Projet pilote -- Mise en place de plateformes régionales ou locales sur la coexistence entre la population et les grands carnivores fondée sur des actions clés pour les grands carnivores dans les zones avec des niveaux de conflit élevés						
250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	-250 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 07 02 77 40 - Projet pilote -- Vers une amélioration des directives «Oiseaux» et «Habitats» fondée sur des données factuelles: réexamen systématique et méta-analyse						
250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	-250 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 07 02 77 41 - Projet pilote -- Promouvoir les méthodes alternatives à l'expérimentation animale						
500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	-500 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 09 02 05 - Actions concernant le contenu numérique, l'industrie audiovisuelle et les autres médias						
1 026 000,00	0,00	366 270,08	659 729,92	-215 745,78	-21,03 %	443 984,14
CP - 09 02 77 04 - Action préparatoire -- Centre européen pour la liberté de la presse et des médias						
1 000 000,00	0,00	853 643,62	146 356,38	-146 356,34	-14,64 %	0,04
CP - 09 02 77 05 - Action préparatoire -- Mise en œuvre de l'instrument de surveillance du pluralisme des médias						
262 500,00	0,00	87 500,00	175 000,00	-70 864,23	-27,00 %	104 135,77
CP - 09 03 02 - Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets d'infrastructures de télécommunications -- Haut débit au titre du MIE						
45 000 000,00	0,00	0,00	45 000 000,00	-36 000 000,00	-80,00 %	9 000 000,00
CP - 09 03 03 - Promouvoir l'interopérabilité, le déploiement durable, l'exploitation et la mise à niveau des infrastructures de services numériques transeuropéennes, ainsi que la coordination au niveau européen						
71 830 000,00	-733 883,00	44 587 306,15	26 508 810,85	-4 900 000,00	-6,82 %	21 608 810,85
CP - 09 04 77 01 - Projet pilote -- Technologies ouvertes de la connaissance: cartographie et validation des connaissances						
1 166 315,00	0,00	60 000,00	1 106 315,00	-999 009,78	-85,66 %	107 305,22
CP - 09 04 77 04 - Projet pilote -- La stratégie numérique pour l'Europe à la rencontre de la Silicon Valley						
100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	-20 556,00	-20,56 %	79 444,00
CP - 09 04 77 05 - Action préparatoire -- Technologies ouvertes de la connaissance: cartographie et validation des connaissances						
750 000,00	0,00	0,00	750 000,00	-111 407,00	-14,85 %	638 593,00
CP - 09 04 77 06 - Projet pilote -- Compétences numériques: métiers nouveaux, méthodes pédagogiques nouvelles, emplois nouveaux						
320 000,00	0,00	0,00	320 000,00	-200 000,00	-62,50 %	120 000,00
CP - 09 04 77 07 - Projet pilote -- Généraliser l'usage des nouvelles technologies et des outils numériques dans l'enseignement						
200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	-1 213,00	-0,61 %	198 787,00
CP - 09 04 77 08 - Action préparatoire -- REsearch (Research Excellence Innovation Framework) -- Renforcer la compétitivité de l'espace européen de la recherche en intensifiant la communication entre chercheurs, citoyens, entreprises et décideurs politiques						
1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	-137 500,00	-13,75 %	862 500,00
CP - 09 04 77 10 - Projet pilote -- Cadre de pratiques exemplaires en matière de lutte contre la pédopornographie						
500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	-500 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 09 04 77 11 - Projet pilote -- Initiative de sensibilisation aux algorithmes						
300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	-300 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 09 04 77 13 - Action préparatoire -- Réseau de plateformes numériques						
750 000,00	0,00	0,00	750 000,00	-750 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 09 04 77 14 - Action préparatoire -- Transformation numérique de l'industrie européenne						
750 000,00	0,00	0,00	750 000,00	-750 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 09 04 77 15 - Projet pilote -- Application par défaut des exigences d'accessibilité du web aux outils de création de contenu et aux plateformes (accès au web par défaut)						
300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	-300 000,00	-100,00 %	0,00

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
CP - 09 05 05 - Actions multimédia						
26 997 455,00	-953 345,80	12 996 552,30	13 047 556,90	-2 431 636,00	-9,01 %	10 615 920,90
CP - 09 05 77 04 - Projet pilote -- Éducation aux médias pour tous						
450 000,00	0,00	0,00	450 000,00	-250 000,00	-55,56 %	200 000,00
CP - 10 02 01 - Horizon 2020 -- Appui scientifique et technique orienté vers le client en faveur des politiques de l'Union						
25 500 000,00	0,00	15 462 196,92	10 037 803,08	-2 500 000,00	-9,80 %	7 537 803,08
CP - 10 02 51 - Achèvement du septième programme-cadre -- Actions directes (2007-2013)						
600 000,00	0,00	154 568,24	445 431,76	-350 000,00	-58,33 %	95 431,76
CP - 10 02 77 01 - Projet pilote -- Création du laboratoire de la Commission européenne pour l'innovation dans le secteur public						
400 000,00	0,00	99 809,06	300 190,94	-175 000,00	-43,75 %	125 190,94
CP - 10 03 51 - Achèvement du septième programme-cadre -- Euratom (2007-2013)						
100 000,00	0,00	13 973,00	86 027,00	-75 000,00	-75,00 %	11 027,00
CP - 10 05 01 - Démantèlement des installations nucléaires obsolètes d'Euratom et élimination finale des déchets						
30 000 000,00	0,00	14 637 079,39	15 362 920,61	-6 150 000,00	-20,50 %	9 212 920,61
CP - 11 06 60 - Promouvoir une pêche et une aquaculture durables et compétitives ainsi que le développement territorial équilibré et solidaire des zones tributaires de la pêche, et favoriser la mise en œuvre de la politique commune de la pêche						
480 000 000,00	0,00	215 398 493,40	264 601 506,60	-141 420 000,00	-29,46 %	123 181 506,60
CP - 11 06 61 - Favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de la politique maritime intégrée de l'Union						
27 656 608,00	2 360 990,00	18 339 750,67	11 677 847,33	-3 469 610,39	-12,55 %	8 208 236,94
CP - 11 06 62 01 - Avis et connaissances scientifiques						
6 900 000,00	0,00	3 274 447,39	3 625 552,61	-1 300 000,00	-18,84 %	2 325 552,61
CP - 11 06 62 02 - Contrôle et exécution						
25 000 000,00	-2 360 990,00	6 941 949,15	15 697 060,85	-10 900 000,00	-43,60 %	4 797 060,85
CP - 11 06 62 05 - Règles concernant les informations sur le marché						
4 568 000,00	0,00	4 047 880,00	520 120,00	-128 120,66	-2,80 %	391 999,34
CP - 12 02 01 - Mise en œuvre et développement du marché unique des services financiers						
5 094 000,00	0,00	3 004 503,94	2 089 496,06	-500 000,00	-9,82 %	1 589 496,06
CP - 12 02 03 - Normes dans les domaines de l'information financière et du contrôle des comptes						
5 718 000,00	2 517 000,00	4 219 806,20	4 015 193,80	-886 443,00	-15,50 %	3 128 750,80
CP - 12 02 08 - Favoriser la participation des consommateurs et autres utilisateurs finaux à l'élaboration des politiques de l'Union en matière de services financiers						
0,00	750 000,00	701 702,00	48 298,00	-48 298,00	0,00 %	0,00
CP - 12 02 77 05 - Action préparatoire -- Renforcement des capacités des utilisateurs finaux et des autres acteurs extérieurs au secteur en matière d'élaboration des politiques de l'Union dans le domaine des services financiers						
750 000,00	0,00	162 056,80	587 943,20	-536 716,00	-71,56 %	51 227,20
CP - 12 02 77 06 - Projet pilote -- Groupe d'étude transversal «Technologie des registres distribués»						
425 000,00	0,00	0,00	425 000,00	-75 000,00	-17,65 %	350 000,00
CP - 13 03 60 - Fonds européen de développement régional (FEDER) -- Régions moins développées -- Objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi»						
12 457 677 000,00	-5 946 934,00	5 759 927 174,97	6 691 802 891,03	-14 334 466,34	-0,12 %	6 677 468 424,69
CP - 13 03 68 - Stratégies macrorégionales 2014-2020 -- Stratégie de l'Union européenne pour la région du Danube -- Assistance technique						
500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	-500 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 13 03 77 08 - Projet pilote - Pour la constitution d'une identité régionale commune, réconciliation des nations et coopération économique et sociale, y compris une plate-forme d'expertise et d'excellence pour les régions d'Europe dans la macrorégion du Danube						
322 551,00	0,00	0,00	322 551,00	-322 551,00	-100,00 %	0,00

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
CP - 13 03 77 17 - Action préparatoire -- Coopération entre l'Union européenne et la CELAC en matière de cohésion territoriale						
1 700 000,00	0,00	310 513,25	1 389 486,75	-950 000,00	-55,88 %	439 486,75
CP - 13 03 77 19 - Action préparatoire -- Soutien à la croissance et à la gouvernance dans les régions en déclin						
1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	-1 000 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 13 03 77 23 - Action préparatoire -- Programme urbain pour l'Union						
1 250 000,00	0,00	236 240,00	1 013 760,00	-1 013 760,00	-81,10 %	0,00
CP - 13 07 01 - Soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque						
39 031 865,00	0,00	5 510 161,24	33 521 703,76	-18 000 000,00	-46,12 %	15 521 703,76
CP - 13 08 01 - Programme d'appui à la réforme structurelle (PARS) – Assistance technique opérationnelle transférée de la rubrique 1b (FSE, FEDER et FC)						
0,00	8 721 500,00	0,00	8 721 500,00	-4 503 700,00	0,00 %	4 217 800,00
CP - 13 08 02 - Programme d'appui à la réforme structurelle (PARS) – Assistance technique opérationnelle transférée de la rubrique 2 (Feader)						
0,00	2 528 500,00	0,00	2 528 500,00	-1 255 500,00	0,00 %	1 273 000,00
CP - 14 02 02 - Adhésion à des organisations internationales dans le domaine de la douane						
1 129 779,00	0,00	1 103 865,82	25 913,18	-25 913,18	-2,29 %	0,00
CP - 14 03 02 - Adhésion à des organisations internationales dans le domaine de la fiscalité						
100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	-100 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 15 02 01 01 - Promouvoir l'excellence et la coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation en Europe ainsi que son adéquation par rapport au marché du travail						
1 579 766 641,00	-41 333,39	1 197 269 473,92	382 455 833,69	16 835 611,81	1,07 %	399 291 445,50
CP - 17 03 51 - Achèvement des programmes de santé publique						
6 000 000,00	3 000 000,00	4 181 512,01	4 818 487,99	5 000 000,00	83,33 %	9 818 487,99
CP - 17 04 03 - Veiller à l'efficacité, à l'efficience et à la fiabilité des contrôles						
49 500 000,00	-9 473 258,52	29 767 472,49	10 259 268,99	3 500 000,00	7,07 %	13 759 268,99
CP - 18 02 77 02 - Projet pilote -- Nouveaux mécanismes intégrés de coopération entre acteurs publics et privés pour déceler les risques de tromperie dans les paris sportifs						
492 000,00	0,00	0,00	492 000,00	-255 185,80	-51,87 %	236 814,20
CP - 18 03 77 05 - Projet pilote -- Financement pour les victimes de la torture						
298 000,00	0,00	66 295,29	231 704,71	-160 762,25	-53,95 %	70 942,46
CP - 18 03 77 06 - Action préparatoire -- Permettre la réinstallation des réfugiés dans les situations d'urgence						
111 000,00	0,00	0,00	111 000,00	-111 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 18 03 77 07 - Projet pilote -- Analyse des politiques d'accueil, de protection et d'intégration des mineurs non accompagnés au sein de l'Union						
404 000,00	0,00	130 200,89	273 799,11	-273 799,11	-67,77 %	0,00
CP - 18 03 77 09 - Action préparatoire -- Financement de la réhabilitation des victimes de la torture						
663 000,00	0,00	132 843,54	530 156,46	-260 156,46	-39,24 %	270 000,00
CP - 18 03 77 11 - Projet pilote -- Parrainages privés: améliorer les possibilités de réinstallation pour les réfugiés et assurer la disponibilité de voies sûres et régulières permettant aux réfugiés de rejoindre l'Union						
250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	-250 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 18 05 03 01 - Promouvoir des sociétés européennes sûres						
149 485 193,00	0,00	118 656 963,36	30 828 229,64	-24 642 000,00	-16,48 %	6 186 229,64
CP - 18 05 51 - Achèvement des programmes-cadres de recherche précédents -- Septième programme-cadre -- CE (2007-2013)						
55 468 066,00	0,00	31 980 118,91	23 487 947,09	-10 300 000,00	-18,57 %	13 187 947,09
CP - 18 06 01 - Appui aux initiatives dans le domaine de la politique en matière de drogue						
2 756 200,00	0,00	1 026 051,28	1 730 148,72	-1 000 000,00	-36,28 %	730 148,72

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
CP - 19 03 01 05 - Actions d'urgence						
30 043 812,00	-17 181 948,43	0,00	12 861 863,57	-12 861 863,57	-42,81 %	0,00
CP - 19 03 01 07 - Représentants spéciaux de l'Union européenne						
26 861 438,00	0,00	711 618,31	26 149 819,69	-8 820 577,66	-32,84 %	17 329 242,03
CP - 19 04 01 - Améliorer la fiabilité des processus électoraux, au moyen notamment de missions d'observation électorale						
37 522 500,00	0,00	8 999 445,35	28 523 054,65	-8 000 000,00	-21,32 %	20 523 054,65
CP - 19 05 01 - Coopération avec les pays tiers afin de promouvoir et de défendre les intérêts de l'Union ainsi que ceux qu'elle partage avec d'autres pays						
84 191 000,00	0,00	37 887 422,73	46 303 577,27	-19 000 000,00	-22,57 %	27 303 577,27
CP - 19 06 01 - Informations de sensibilisation aux relations extérieures de l'Union						
12 000 000,00	0,00	10 965 480,07	1 034 519,93	700 000,00	5,83 %	1 734 519,93
CP - 21 02 51 08 - Coopération géographique avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique						
260 218 059,00	-1 113 064,88	63 476 378,79	195 628 615,33	-35 500 000,00	-13,64 %	160 128 615,33
CP - 21 06 02 - Contribution supplémentaire de l'Union européenne à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) pour les projets liés à l'accident de Tchernobyl						
40 000 000,00	0,00	27 894 907,70	12 105 092,30	-10 900 000,00	-27,25 %	1 205 092,30
CP - 21 07 01 - Coopération avec le Groenland						
35 956 797,00	0,00	0,00	35 956 797,00	-5 430 797,00	-15,10 %	30 526 000,00
CP - 21 08 02 - Coordination et sensibilisation dans le domaine du développement						
13 608 960,00	0,00	3 313 372,76	10 295 587,24	-3 000 000,00	-22,04 %	7 295 587,24
CP - 21 09 51 01 - Asie						
10 468 000,00	0,00	5 803 511,64	4 664 488,36	-1 600 000,00	-15,28 %	3 064 488,36
CP - 21 09 51 02 - Amérique latine						
13 042 515,00	-200 000,00	4 892 951,59	7 949 563,41	-5 600 000,00	-42,94 %	2 349 563,41
CP - 21 09 51 03 - Afrique						
1 282 693,00	0,00	438 520,00	844 173,00	-723 213,00	-56,38 %	120 960,00
CP - 22 02 77 02 - Action préparatoire -- Préserver et remettre en état le patrimoine culturel dans les zones de conflit						
402 000,00	500 000,00	429 740,34	472 259,66	-30 112,00	-7,49 %	442 147,66
CP - 22 04 77 04 - Projet pilote -- Financement de la PEV -- Préparation du personnel appelé à exercer des fonctions dans le domaine de la PEV						
0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	-129 325,00	0,00 %	120 675,00
CP - 22 04 77 05 - Action préparatoire -- Recouvrement des avoirs par les pays du printemps arabe						
341 262,00	-250 000,00	0,00	91 262,00	-91 262,00	-26,74 %	0,00
CP - 23 03 01 02 - Prévention des catastrophes et préparation aux catastrophes dans les pays tiers						
5 567 707,00	0,00	859 718,97	4 707 988,03	-250 000,00	-4,49 %	4 457 988,03
CP - 23 03 02 01 - Réaction rapide et efficace par des interventions d'urgence en cas de catastrophe majeure au sein de l'Union						
1 400 000,00	0,00	18 096,92	1 381 903,08	-875 000,00	-62,50 %	506 903,08
CP - 23 03 02 02 - Réaction rapide et efficace par des interventions d'urgence en cas de catastrophe majeure dans les pays tiers						
14 010 000,00	0,00	3 913 041,16	10 096 958,84	-6 400 000,00	-45,68 %	3 696 958,84
CP - 23 04 01 - Initiative des volontaires de l'aide de l'Union européenne -- Renforcer la capacité de l'Union à répondre aux crises humanitaires						
22 678 550,00	0,00	4 252 833,87	18 425 716,13	-4 944 000,00	-21,80 %	13 481 716,13
CP - 26 02 01 - Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services						
9 000 000,00	0,00	5 151 973,21	3 848 026,79	-800 000,00	-8,89 %	3 048 026,79

Ligne / Intitulé						
Budget initial + BR (1)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1)	Total (4±5)
CP - 26 03 77 03 - Projet pilote -- PublicAccess.eu: plate-forme en ligne pour la publication proactive des documents non classifiés des institutions de l'Union						
813 000,00	0,00	378 573,62	434 426,38	-200 000,00	-24,60 %	234 426,38
CP - 26 03 77 05 - Projet pilote -- Promouvoir les données ouvertes et liées, les logiciels libres et la participation de la société civile au processus législatif dans l'ensemble de l'Union [outil de rédaction des amendements (AT4AM)/ Legislation Editing Open Software (LEOS) Linked Open Data (LOD) et intégration des logiciels libres (FS)]						
377 000,00	0,00	93 707,64	283 292,36	-257 000,00	-68,17 %	26 292,36
CP - 26 03 77 06 - Action préparatoire -- Gouvernance et qualité du code logiciel -- audit des logiciels libres et open source						
1 300 000,00	0,00	0,00	1 300 000,00	-1 100 000,00	-84,62 %	200 000,00
CP - 26 03 77 07 - Projet pilote -- Déploiement d'identités électroniques et de signatures numériques en ligne au moyen de l'application du règlement eIDAS par le Parlement européen et la Commission européenne						
275 000,00	0,00	0,00	275 000,00	-275 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 26 03 77 08 - Action préparatoire -- Communications électroniques cryptées des institutions de l'Union						
500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	-500 000,00	-100,00 %	0,00
CP - 29 02 01 - Fournir des informations statistiques de qualité, mettre en œuvre de nouvelles méthodes de production des statistiques européennes et renforcer le partenariat au sein du système statistique européen						
42 000 000,00	0,00	39 616 699,04	2 383 300,96	9 893 016,00	23,55 %	12 276 316,96
CP - 32 03 04 01 - Programme Kozloduy						
0,00	0,00	0,00	0,00	64 000 000,00	0,00 %	64 000 000,00
CP - 32 03 51 - Achèvement de l'assistance au déclassement d'installations nucléaires (2007-2013)						
114 000 000,00	0,00	0,00	114 000 000,00	130 926 857,95	114,85 %	244 926 857,95
CP - 33 03 01 - Soutenir et promouvoir la formation judiciaire et faciliter l'accès effectif à la justice pour tous						
24 600 000,00	0,00	11 830 451,48	12 769 548,52	-312 156,00	-1,27 %	12 457 392,52
CP - 34 02 01 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union						
45 000 000,00	0,00	18 221 157,07	26 778 842,93	-12 500 000,00	-27,78 %	14 278 842,93
CP - 34 02 02 - Accroître la résilience de l'Union au changement climatique						
19 500 000,00	0,00	9 067 210,77	10 432 789,23	-4 500 000,00	-23,08 %	5 932 789,23
CP - 34 02 51 - Achèvement des anciens programmes d'action pour le climat						
500 000,00	0,00	194 076,08	305 923,92	-305 923,92	-61,18 %	0,00
CP - 34 02 77 03 - Projet pilote -- Étude du cycle de vie des véhicules électriques, des véhicules roulant aux biocarburants et des véhicules roulant aux carburants traditionnels						
250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	-250 000,00	-100,00 %	0,00
Total PRÉLÈVEMENT CP				-681 977 223,72		
Total RENFORCEMENT CP				681 977 223,72		
Total PRÉLÈVEMENT CE				0,00		
Total RENFORCEMENT CE				0,00		
Total PRÉLÈVEMENT CND				0,00		
Total RENFORCEMENT CND				0,00		

Justifications

Decreased 01 02 04

Protecting euro banknotes and coins against counterfeiting and related fraud

The Pericles 2020 Commission action "EU-China workshop on the protection of currencies against counterfeiting" has been postponed on request of the Chinese representatives from March 2017 to November 2017. The final payment, which was budgeted at EUR 0,1 million, has not yet been made, and is expected to be made in 2018. Taking into account other unused payment appropriations, a total amount of EUR 0,1 million can be made available on this budget line.

Increased 01 02 77 01

Preparatory action -- Capacity development and institution building to support the implementation of economic reforms

The available payment appropriations have almost been consumed. According to the revised forecast for payments an additional amount of EUR 0,3 million is necessary to honour the expected requests for payment in 2017.

Decreased 01 03 02

Macro-financial assistance

Originally it was planned to use these payment appropriations for the first two tranches of the new operation in Moldova, which contains a grant element of EUR 40 million, and the last tranche of the Georgia Macro-financial assistance (MFA) (EUR 10 million). However, following delays in the legislative procedure, it will only be possible to disburse the first tranche of EUR 20 million in loans and 10 million in grants in 2017 for Moldova. Taking into account payments for the operational assessment of Jordan and the ex-post evaluations of MFA Ukraine and Jordan of EUR 0,3 million in total, EUR 25,4 million can be returned.

Increased 01 04 05

Provisioning of the EFSI guarantee fund

The Commission proposes to frontload EUR 150 million in the payment schedule of the budget item provisioning the EU Guarantee Fund to ensure a sound management of payment ceilings over the MFF period.

Decreased 01 04 51

Completion of programmes in the field of small and middle-sized enterprises (SMEs) (prior to 2014)

The amount of disbursements in a given year is contingent upon market needs and certain conditions being met over the whole lifetime of the contracts signed. This creates an inherent time lag between transfers to the trust accounts and disbursements to beneficiaries, as well as an inherent uncertainty as to the amounts finally needed on the trust accounts. The reduction of the initial payment appropriations is related to a slower pace of disbursements linked to the evolving market circumstances, but is also the consequence of a lowering of the contractually stipulated new minimum reserve on the trust accounts from EUR 20 million to EUR 10 million. This was agreed between the Commission's services and the European Investment Fund (EIF) this year, as part of the strategy to avoid negative interests on balances. Already in the Budget Implementation Forecast 2017 exercise (April 2017) the Commission reduced the initial estimate for payment appropriations to EUR 39 million and, based on the latest information available from the financial intermediaries, the EIF has further reduced its forecast of required payments to trust accounts. The forecasting in these SME-programmes (+/- EUR 600 million) is complex, given the long chain between the operational banks and the Commission's budget and the very uneven repartition across the EU territory (lately, in some countries the demand from SME's is decreasing substantially). Given this year's particularly high volatility of the EIF forecast, the Commission has requested the EIF to identify the underlying reasons for this volatility and to review the forecasting methodology with view to enhancing reliability and avoid, to the extent possible, overestimation of future payment needs. In the view of the above, payment appropriations available in 2017 will not be fully needed and a surplus of EUR 72,2 million can be made available for a transfer.

Decreased 02 02 02

Improving access to finance for small and medium-sized enterprises (SMEs) in the form of equity and debt

1. Equity Facility for Growth (EFG)

The initial EFG minimum reserve of EUR 30 million was temporarily reduced to EUR 10 million in 2016 in order to minimise negative interest incurred on EUR cash balances. As agreed between EIF and Commission, this decision was reviewed prior to the January 2017 disbursement forecast and it was decided to maintain the EFG minimum reserve at EUR 10 million as no new elements in favour of an increase of the reserve came up. As a result, no new cash is needed by the EIF as the estimated cash needs for the second half of 2017 (around EUR 8 million to cover expected drawdowns and fees to be paid early 2018) is still covered by the remainder of the EUR 20 million which became available on the EFG fiduciary account due to the decrease in 2016 of the minimum reserve. Furthermore, no new transaction in tradable currency was signed in the first half of 2017 and none is expected to be signed in the second half of 2017. Based on the performance of the previous Competitiveness and innovation framework programme (CIP) equity instrument, transactions in tradable currencies were estimated at around 16% of the overall annual commitment amount (mainly covering GBP & SEK transactions). However, no GBP transactions have been signed under EFG. The implementation of the Competitiveness of enterprises and small and medium-sized enterprises (COSME) EFG is experiencing a slowdown due to the setting up in 2016 of the Expansion and Growth Window under the European Fund for Strategic Investments (EFSI) equity instrument which has largely the same investment focus as the EFG. As a result, an order of priority has been established whereby the EIF will first use the investment capacity available under EFSI before making use of EFG resources for investments taking place in Member States. In practice, since the second half of 2016, we observe a re-focussing of EFG investments towards third countries participating to the COSME programme for which EFSI is not available, resulting in a slower absorption of EFG resources with a direct influence on expected drawdowns. The contribution of the COSME EFG towards the Pan-European Venture Capital Fund(s)-of-Funds (F-o-F) (EUR 100 million) will only start to be disbursed as of 2018 as the selection procedure of the F-o-F manager(s) is expected to be finalised later in 2017.

2. Loan Guarantee Facility (LGF)

Three GBP transactions foreseen in the initial January 2017 pipeline report for an estimated amount of around EUR 13 million are no longer included in the August 2017 pipeline report. Out of these three transactions, one transaction already approved by the EIF Board in September 2016 for an amount of EUR 9,5 million has been definitely abandoned and two others (follow-on transactions of guarantee agreements signed in 2014 and 2015 respectively) will most probably also not materialise.

For these reasons a total amount of EUR 41,1 million can be made available.

Decreased 02 02 77 09

Preparatory action -- Tourism and accessibility for all

The payments on this line will not exhaust the appropriations made available by the budgetary authority. The proposed amount (EUR 0,1 million) can therefore be transferred in order to reinforce budget lines in need.

Decreased 02 02 77 17

Pilot project -- Business transfers to employees and cooperative model: ensuring the sustainability of SMEs

The payments on this line will not exhaust the appropriations made available by the budgetary authority. The proposed amount (EUR 0,2 million) can therefore be transferred in order to reinforce budget lines in need.

Decreased 02 02 77 18

Pilot project -- Female business angels

The payments on this line will not exhaust the appropriations made available by the budgetary authority. The proposed amount (EUR 0,6 million) can therefore be transferred in order to reinforce budget lines in need.

Decreased 02 02 77 20

Pilot project -- Towards EU Regional Economic Convergence (TREC)

The payments on this line will not exhaust the appropriations made available by the budgetary authority. The proposed amount (EUR 0,1 million) can therefore be transferred in order to reinforce budget lines in need.

Decreased 02 02 77 24

Pilot project -- Destination Europe Brand -- Promoting Europe in the tourism sector

The payments on this line will not exhaust the appropriations made available by the budgetary authority. The proposed amount (EUR 0,3 million) can therefore be transferred in order to reinforce budget lines in need.

Decreased 02 02 77 25

Pilot project -- Entrepreneurial capacity building for young migrants

The payments on this line will not exhaust the appropriations made available by the budgetary authority. The proposed amount (EUR 0,3 million) can therefore be transferred in order to reinforce budget lines in need.

Decreased 02 02 77 26

Pilot project -- Sharing Economy Startup Initiative -- Financing the future of European entrepreneurship

The payments on this line will not exhaust the appropriations made available by the budgetary authority. The proposed amount (EUR 1 million) can therefore be transferred in order to reinforce budget lines in need.

Decreased 02 02 77 29

Preparatory action -- European Capital of Tourism

The payments on this line will not exhaust the appropriations made available by the budgetary authority. The proposed amount (EUR 0,9 million) can therefore be transferred in order to reinforce budget lines in need.

Decreased 02 02 77 30

Pilot project -- Achieve Leadership in Entrepreneurship and Cooperation Opportunities (ALECO)

The payments on this line will not exhaust the appropriations made available by the budgetary authority. The proposed amount (EUR 0,4 million) can therefore be transferred in order to reinforce budget lines in need.

Decreased 02 03 03

European Chemicals Agency -- Chemicals legislation

Following a higher fee-income than expected, the European Chemicals Agency (ECHA) does not need to receive the full amount foreseen for the balancing subsidy for 2017. Therefore, the amount of EUR 5,3 million in payment appropriations can be returned through the Global Transfer exercise.

Decreased 02 04 02 01

Leadership in space

The decrease in this budget line is mainly related to the Delegation Agreement with the European Space Agency (ESA) for the Global Navigation Satellite Systems (GNSS) evolution, infrastructure-related Research & Development activities. The ESA contracts with the industry already in place, and to be signed before the end of the year, evolve at a slower pace than originally foreseen and therefore payments to cover pre-financings or intermediate payments are lower than expected. Therefore, EUR 34,8 million in payment appropriations can be made available.

Decreased 02 04 02 03

Increasing innovation in small and medium-sized enterprises (SMEs)

The main part of the surplus on this budget line is explained by a call for proposals [H2020-Adhoc-2014-20 (EEN H2020 SGA1)], for which projects ended on 31 December 2016. The assessment of the reports resulted in a reduced payment execution compared to the forecast (reduced amounts and many recoveries due to "under-claiming" by the consortia). Therefore, EUR 7,6 million can be made available.

Decreased 02 04 51

Completion of previous research framework programmes -- Seventh Framework Programme -- EC (2007 to 2013)

The decrease in payment appropriations concerning this completion line reflects mainly the fact that certain beneficiaries submitted cost claims of lower value than initially foreseen. For this reason, EUR 4,3 million can be made available.

Decreased 02 04 53

Completion of Competitiveness and Innovation Framework Programme -- Innovation part (2007-2013)

The decrease in payment appropriations concerning this completion line reflects mainly the fact that certain beneficiaries submitted cost claims of lower value than initially foreseen. Therefore, EUR 5,3 million can be made available.

Decreased 02 04 77 03

Preparatory action on Defence research

Several studies will be launched later than expected, and their payments will not take place this year, which allows EUR 0,2 million to be made available for use on other lines.

Increased 02 05 01

Developing and providing global satellite-based radio navigation infrastructures and services (Galileo) by 2020

There is a need of reinforcement of appropriations on the line related to Galileo contracts, notably in two areas: a) the Ground Segment (mission and control) contracts, and b) the launcher contract. At the request of the Security Accreditation Board (SAB) -composed by Member States- the scope of activities related to the ground segment contracts has been extended, triggering the implementation of additional security measures and standards, namely in the domain of cyber-security. In addition, further activities have to be undertaken for adapting the Ground Segment architecture for achieving compliance with the consolidated technical specification of the Public Regulation Service (PRS), service agreed with Member States in the course of 2017 and ensuring its timely deployment. All these elements resulted in an increase of the value of the contracts implying additional needs in payment appropriations in 2017. Moreover, there is a need to order earlier than initially foreseen an additional launcher with Arianespace to cover the launch of the first satellites of the batch 3 contract. Therefore, the total increase that is necessary is of EUR 97,4 million.

Decreased 04 03 77 25

Preparatory action -- Child Guarantee Scheme / Establishing A European child guarantee and financial support

The financing decision C(2017)5615 has been adopted on 16 August 2017 and the related payments will not occur in 2017, as the contracts are expected to be signed late in 2017 or early 2018. Therefore, an amount of EUR 1 million can be made available for the Global Transfer.

Decreased 04 04 01

EGF -- to support workers and self-employed persons whose activity has ceased as a result of globalisation

The 2017 payments have been made using assigned revenue (recovered amounts). Following a prudent analysis of the Member States applications in the pipeline, the Commission estimates that the remaining amount of EUR 24,7 million in payment appropriations can be made available.

Decreased 05 06 01

International agricultural agreements

An amount of EUR 2,3 million has already been made available for Humanitarian aid in June 2017. The EU contributions paid to the International Sugar Organisation (ISO), the International Grains Council (IGC) and the International Olive Council (IOC) were lower than estimated in the 2017 budget. Moreover, for the World Intellectual Property Organisation, it will not be possible to use the amount of EUR 1 million budgeted in 2017 as the Commission proposal for the Council decision on the EU joining the Geneva Act of the Lisbon agreement has not yet been finalised. The total amount that can be made available through the Global Transfer is EUR 1,3 million.

Decreased 05 06 02

International agricultural organisations

The maximum annual EU contribution to the International Organisation for Vine and Wine (OIV) set in the annex of the Commission Proposal for a Council Decision on the position to be adopted, on behalf of the European Union, in the OIV (COM(2017)457 final) amounts to EUR 140 000, i.e. slightly below the preliminary amount that had been taken into account in the 2017 budget. The amount that can be made available through the Global Transfer is EUR 40 000.

Decreased 05 07 01 02

Monitoring and preventive measures -- Direct payments by the Union

Following an analysis of the activities remaining to be implemented before the end of 2017 compared to what was initially expected, there is an availability of payment appropriations for this budget item. Therefore, EUR 0,8 million can be returned.

Increased 05 09 03 01

Securing sufficient supplies of safe and high quality food and other bio-based products

Following the consultation of co-delegated entities implementing Societal Challenge 2 and 5 activities in H2020, the Research Executive Agency (REA) confirmed an additional need of EUR 18 million in payment appropriations. It results mainly from an increase of the pre-financing levels (decided in 2016) for projects selected under the 2017 calls, but also from some updated forecasts for interim payments of projects selected in previous calls.

Increased 06 02 01 01

Removing bottlenecks, enhancing rail interoperability, bridging missing links and improving cross-border sections

By the end of 2017, the first pre-financing payments should be paid to the actions selected under the 2016 calls for proposals (actions selected for a total of EUR 234 million). The grant agreements are expected to be signed by early November and the resulting pre-financing payment will have to be made within 30 days. The requested payment appropriations of EUR 100 million are essential to fulfil all the payment obligations on time and avoid any delay for a smooth start of the actions. In parallel, the interim payment claims are expected to be processed and paid during the second semester. Besides, the additional payment needs are requested to compensate the transfer of EUR 100 million in payment appropriations made in the first semester of 2017 from Connecting Europe Facility (CEF) Transport to reinforce the Trans-European Transport Network (TEN-T) completion line for the 2007-2013 programmes. That transfer was necessary to honour significant payment obligations which were initially foreseen to be fulfilled by the end of 2016.

Increased 06 02 01 02

Ensuring sustainable and efficient transport systems

By the end of 2017, the first pre-financing payments should be paid to the actions selected under the 2016 calls for proposals (actions selected for a total of EUR 135 million). The grant agreements are expected to be signed by early November and the resulting pre-financing payments will have to be paid within 30 days. The requested payment appropriations of EUR 5 million are essential to fulfil all the payment obligations on time and avoid any delay for a smooth start of the actions. In parallel the interim payment claims are expected to be processed and paid during the second semester.

Increased 06 02 01 03

Optimising the integration and interconnection of transport modes and enhancing interoperability

By the end of 2017, the first pre-financing payments should be paid to the actions selected under the 2016 calls for proposals (actions selected for a total of EUR 491 million). The grant agreements are expected to be signed by early November and the resulting pre-financing will have to be paid within 30 days. The requested payment appropriations of EUR 80,5 million are essential to fulfil all the payment obligations on time and avoid any delay for a smooth start of the actions. In parallel the interim payment claims are expected to be processed and paid during the second semester.

Decreased 07 02 02

Halting and reversing biodiversity loss

According to the latest forecast of payments for the financial instrument Natural Capital Financing Facility (NCFF), recently revised by the European Investment Bank, the needs for payment appropriations may be reduced by EUR 2,5 million, compared to the initial 2017 budget request. An additional EUR 0,5 million release of the payment appropriations is linked with the delayed implementation of the procurement contracts. The total proposed decrease is of EUR 3 million.

Decreased 07 02 03

Supporting better environmental governance and information at all levels

The first pre-financing payments for 2016/2017 operating grants were done with the use of available funding at the end of 2016, for the two year period. As a consequence, the payment needs in 2017 are reduced by EUR 4,5 million. An additional EUR 1,5 million release of the payment appropriations is linked with the delayed implementation of the procurement contracts. The total proposed decrease is of EUR 6 million.

Decreased 07 02 77 22

Pilot project -- Biodiversity protection through a results-based remuneration of ecological achievements

Under this pilot project, the Commission has funded three action grants. All projects are on-going. The amount of EUR 0,2 million will not be necessary in 2017, taking into account the current progress of the work, and it can therefore become available.

Decreased 07 02 77 29

Pilot project -- Capacity building, programmatic development and communication in the field of environmental taxation and budgetary reform

Under this pilot project, the Commission has funded four service contracts. All contracts are on-going. The interim payment foreseen for 2017 was done, but the final settlement will not occur before 2018. Therefore, the amount of EUR 0,1 million can be made available for the Global Transfer.

Decreased 07 02 77 30

Pilot project -- Fostering a green circular economy in Europe through capacity building, networking and exchanges of innovative solutions -- Bridging the green innovations gap

Under this pilot project the Commission signed a 24-month service contract in May 2017. The first interim payment was done this year, but the second interim payment is foreseen upon acceptance of an interim report, which is due in 2018. Therefore, the amount of EUR 0,3 million can be made available for the Global Transfer.

Decreased 07 02 77 32

Pilot project -- Protocols for the establishment of green infrastructure assessment schemes across the Union

Under this pilot project the Commission concluded a 24-month administrative arrangement. The first interim payment was done in 2016, final settlement is expected to take place early 2019. On this basis, EUR 0,2 million can be made available.

Decreased 07 02 77 33

Pilot project -- Mitigating the impact of wind turbines on bat and bird populations and their migration routes

Under this pilot project the Commission aims at concluding a service contract and the procedure was launched in early 2017. This contract is expected to be signed in Q4 2017. Based on the contractual provisions the payments will not be done in 2017 and therefore the amount of EUR 0,4 million can become available.

Decreased 07 02 77 35

Pilot project -- Mapping and assessing the state of ecosystems and their services in the outermost regions and overseas countries and territories: establishing links and pooling resources

Under this pilot project the Commission aims at concluding grant agreements and the procedure is on-going. The Commission expects to sign grant agreements in 2018, so the payment appropriations of EUR 0,5 million can be released in 2017.

Decreased 07 02 77 36

Pilot project -- Network of European Green Cities

Under this pilot project the Commission aims at concluding a service contract and the procedure is on-going, with some delays. The Commission expects to sign the contract at the beginning of 2018, so the payment appropriations can be released in 2017. The corresponding payment appropriations of EUR 0,5 million can therefore become available.

Decreased 07 02 77 37

Pilot project -- Effect of residential solid waste burning on ambient air quality in Europe and potential mitigation measures

Under this pilot project the Commission aims at concluding a service contract and the procedure is on-going. The Commission expects to sign the contract in late 2017 or at the beginning of 2018, so the payment appropriations of EUR 0,4 million can be released in 2017.

Decreased 07 02 77 39

Pilot project -- Establishing regional or local platforms on coexistence between people and large carnivores focused on key actions for large carnivores in areas with high levels of conflict

Under this pilot project the Commission aims at concluding a service contract and the procedure is on-going, with some delays. The Commission expects to sign the contract at the beginning of 2018, so the payment appropriations of EUR 0,3 million can be released in 2017.

Decreased 07 02 77 40

Pilot project --Towards evidence-based improvements in Birds and Habitats Directives (BHD) implementation: systematic review and meta-analysis

Under this pilot project the Commission aims at concluding a service contract and the procedure is on-going, with some delays. The Commission expects to sign the contract at the beginning of 2018, so the payment appropriations of EUR 0,3 million can be released in 2017.

Decreased 07 02 77 41

Pilot project -- Promoting alternatives to animal testing

Under this pilot project the Commission aims at concluding a procurement contract, a direct grant and an administrative arrangement. All the procedures are on-going, with some delays. Taking into account the current progress of the work, the Commission will not use the payment appropriations of EUR 0,5 million in 2017, which can become available.

Decreased 09 02 05

Measures concerning digital content, and audiovisual and other media industries

The surplus of EUR 0,2 million is due to the fact that the launch of a study in the field of digital content, audio-visual and other media industries has been delayed. Therefore, the appropriations can become available.

Decreased 09 02 77 04

Preparatory action -- European Centre for Press and Media Freedom

All payments due this year have now been processed. As the cost claims presented for the interim and final payments were lower than the maximum ceiling, EUR 0,1 million can be made available from this budget line in the Global Transfer exercise.

Decreased 09 02 77 05

Preparatory action -- Implementation of the media pluralism monitoring tool

The cost claim for the interim payment is lower than maximum ceiling, resulting in a surplus of EUR 0,1 million, which can be made available in the Global Transfer exercise.

Decreased 09 03 02

Creating an environment more conducive to private investment for telecommunications infrastructure projects - CEF broadband

Due to delays in the negotiations and the set-up of the CEF Broadband Fund, an equity financial instrument for CEF ICT, it is unlikely that projects will be financed still this year. A surplus of EUR 36 million is therefore envisaged on this line, which can become available.

Decreased 09 03 03

Promoting interoperability, sustainable deployment, operation and upgrading of trans-European digital service infrastructures, as well as coordination at European level

An under-implementation of EUR 3,4 million is expected on the generic services of Connecting Europe Facility (CEF) Digital Service Infrastructures (DSI). This is due to two main factors: a) the low success of some 2016 calls where pre-financing of the projects is paid in the following year, and b) the lower-than-anticipated final payments to projects from former calls, where extensions of the duration was requested, postponing their final payment until 2018. Furthermore, EUR 1,5 million were initially planned to be transferred to the WiFi4EU line from the CEF DSI line. However due to the late adoption of its legal basis, this action will be launched at the very end of the year, resulting in no payment being made in 2017. In total, EUR 4,9 million in payment appropriations are therefore proposed to be returned from the CEF DSI budget item.

Decreased 09 04 77 01

Pilot project -- Open knowledge technologies: mapping and validating knowledge

Given that the relevant reports are expected to be received not before the end of the year, it will not be possible to complete the process of approval and payment by 31 December 2017. The associated payments are therefore expected to be made early 2018 and EUR 1 million can be made available for the Global Transfer exercise.

Decreased 09 04 77 04

Pilot project – Europe's digital agenda meets Silicon Valley

The winning tender was lower than the maximum ceiling set for the procurement, therefore the interim payment will be lower than budgeted, resulting in a surplus of EUR 20 556 on this budget line, which can be made available.

Decreased 09 04 77 05

Preparatory action -- Open knowledge technologies: mapping and validating knowledge

The Commission contribution for the grant awarded is lower than the maximum ceiling foreseen for the call, therefore the pre-financing due is also lower than the maximum ceiling of EUR 0,8 million budgeted. This results in a surplus of EUR 0,1 million, which can become available.

Decreased 09 04 77 06

Pilot project -- Digital skills: new professions, new educational methods, new jobs

Work starts later than had been projected when drawing up the 2017 Budget as it had been decided to delay it in order to take into account developments in late 2016 and early 2017, in particular the launch of the Digital Skills and Jobs Coalition in December 2016 and the outcome of a group of Member State experts on digital skills. As a consequence, only one payment will fall due this year. This results in a surplus of EUR 0,2 million, which can be made available.

Decreased 09 04 77 07

Pilot project -- Developing the use of new technologies and digital tools in education

The proposals are lower than the maximum ceiling set for the call. Therefore, the pre-financing will be lower than the total available payment appropriations and EUR 1 213 can be made available.

Decreased 09 04 77 08

Preparatory action -- REIsearch (Research excellence innovation framework) -- Enhancing the competitiveness of the European Research Area by increasing communication among researchers, citizens, industry and policy makers

The surplus is due to the fact that the payment appropriations are automatically voted to the value of 50% of the commitment appropriations proposed, whereas the actual pre-financing for the 2017 action will be 30% (EUR 0,3 million) and the ceiling for the final payment for the previous action is EUR 562 500. Hence, EUR 0,1 million can become available.

Decreased 09 04 77 10

Pilot project -- Framework of best practices to tackle child sexual abuse

The first payment for this pilot project, which was voted for the first year under the 2017 budget, will be due next year. Therefore, EUR 0,5 million can become available.

Decreased 09 04 77 11

Pilot project -- Algorithm Awareness Building Initiative

In order to attract good quality tenders, the deadline for submitting tenders was extended by two and a half months from July to 18 September 2017. Consequently, this determined a slight delay in the timeline and the first payment, initially forecast for December 2017 will now take place in early 2018. For this reason, EUR 0,3 million can become available.

Decreased 09 04 77 13

Preparatory action -- Digital hub network

The first payment for this preparatory action, which was voted for the first year under the 2017 budget, will be due next year. Therefore, EUR 0,8 million can become available through the Global Transfer.

Decreased 09 04 77 14

Preparatory action -- Digital transformation of European industry

The first payment for this preparatory action, which was voted for the first year under the 2017 budget, will be due next year. Therefore, EUR 0,8 million can be made available through the Global Transfer.

Decreased 09 04 77 15

Pilot project -- Application of web accessibility requirements in web-authoring tools and platforms by default (Web Access By Default)

The first payment for this preparatory action, which was voted for the first year under the 2017 budget, will be due next year. For this reason, EUR 0,3 million can become available.

Decreased 09 05 05

Multimedia actions

The surplus is the remainder of the additional EUR 3 million in payment appropriations adopted in final Budget 2017 together with the increase in commitment appropriations for the Radio Network activity. It has been possible to absorb only a small part of these additional EUR 3 million. Therefore, the balance of EUR 2,4 million can be made available for the Global Transfer exercise.

Decreased 09 05 77 04

Pilot project -- Media literacy for all

Due inter alia to the unexpectedly high number of applications for a Media literacy call, the time period of six months for informing the applicants was largely exceeded with the contract signature to take place in September 2017 instead of December 2016. As a result, only pre-financing for the first call (Budget 2016) will be paid this year, leaving a surplus of EUR 0,3 million.

Decreased 10 02 01

Horizon 2020 -- Customer-driven scientific and technical support to Union policies

The 2017 estimations made in February 2016 were based on historical trends, but have resulted in an amount 10% above the revised needs. The Commission does not provide any type of grants and therefore payments are exclusively linked to the successful provision of goods and services by third parties (rather than to advance payments made on grants). The Commission has taken a conservative approach, anticipating the return of EUR 2,5 million payment appropriations in line 10 02 01, as part of the Global Transfer, for the benefit of other services in need of reinforcement at this stage.

Decreased 10 02 51

Completion of the Seventh Framework Programme -- Direct actions (2007 to 2013)

The Commission has made an important effort in past years to reduce the RAL ('Reste à liquider') on the completion lines of FP7 and as a result the amounts pending to be paid were reduced enormously. Final payments of small amounts dating back from commitments opened in FP7 are very irregular and do not follow any predictable pattern. As a result, it cannot be guaranteed that all payment appropriations in the completion line will be consumed in the last quarter of the year. The Commission will continue trying to reduce the RAL, but, in order to ensure full consumption at year end, the return of EUR 0,4 million is proposed.

Decreased 10 02 77 01

Pilot project -- Establishment of a European Commission Public Sector Innovation Lab

The payment appropriations needed for the budget line covering the pilot project "Establishment of a European Commission Public Sector Innovation Lab" are lower than initially planned. The Commission has been working very actively with the aim of completing the pilot project before the end of the year. In addition to a service provider contract, some events are organised in October/November involving expert contracts, but the payment of the relevant expenses cannot be guaranteed. Therefore, EUR 0,2 million are proposed to be returned, in order to avoid under-implementation.

Decreased 10 03 51

Completion of the Seventh Framework Programme -- Euratom (2007 to 2013)

The Commission has made an important effort in past years to reduce the RAL ('Reste a liquider') on the completion lines of FP7 and, as a result, the amounts pending to be paid were reduced enormously. Final payments of small amounts dating back from commitments opened in FP7 are very irregular and do not follow any predictable pattern. As a result, it cannot be guaranteed that all payment appropriations in the completion line will be consumed in the last quarter of the year. The Commission will continue trying to reduce the RAL, but, in order to avoid transfer of payment appropriations in the end-of-the-year exercise and to ensure full consumption at year end, the Commission proposes to return EUR 0.1 million.

Decreased 10 05 01

Decommissioning of Euratom obsolete nuclear facilities and final disposal of wastes

For 2017, the Decommissioning Programme of the Commission had foreseen payments in three Joint Research Centre (JRC) sites, namely Ispra, Karlsruhe and Geel. The under-spending of payment appropriations is attributed to a series of unfavourable circumstances as described below:

- Ispra: Delay in the awarding of a contract for the design and manufacturing of dual purpose casks planned to host the residual irradiated nuclear material present on the site. This contract was put on hold following a decision of the JRC's Director-General to explore reprocessing alternatives. As a result, the JRC is unable of consuming the EUR 2 million expected to be paid for the manufacturing of casks in 2017.
- Ispra: Delay in the signature of a framework contract for the assistance to the Decommissioning & Waste Management programme (D&WM) implementation foreseen for June 2017. Following the award decision in June 2017, the JRC's Director-General requested a further investigation to assess the quality of the call for tender results. The decision to go ahead is still on hold. This contract should have generated payments in the order of EUR 0,4 million in 2017.
- Karlsruhe: The JRC is legally obliged to share the actual costs for the construction and operation of the German national repository (KONRAD) on an annual basis (1,38% for JRC). However, the invoice expected to be received for 2017 will be significantly lower than the official forecast due to the recurrent delays in the construction of the repository. This will result in an underspending of EUR 0,8 million in 2017. The JRC envisages opening a dialogue with the German Federal Authorities to explore possible improvements of the recurrent situation.
- Karlsruhe: The German Competent Authority requires that the nuclear waste be disposed of by the external waste treatment facility (HDB). The related costs depend on the operation and throughput of HDB. In 2017 the waste treatment facility of HDB was affected by technical challenges related to the planned modification of their installations in 2018. As a consequence, their throughput was lower than estimated, resulting in an underspending of EUR 0,5 million.
- Karlsruhe: Due to different reasons some projects were cancelled or deferred for a total of EUR 1,2 million: dismantling of wing F (call for tender for the external support could not be organised); return shipment of non-irradiated material to the Atomic Energy Commission (CEA) (the necessary preliminary work to organize the transport had to be postponed); robot SAMM (legal problems with the tenderer prevented the signing of the contract), etc.
- Geel: Due to a delay with the licencing of the final Belgian waste depository by the safety authorities (Belgian Agency for Radioactive Waste and Enriched Fissile Materials), the "long-term fund" is not yet operational, and thus no payments can be made. Therefore, the Commission is unable to spend the foreseen amount in the 2017 budget (EUR 1,3 million).

The JRC will therefore return EUR 6,2 million of payment appropriations, representing 20% of the payment appropriations in the line. The JRC is currently analysing the root cause of the recurrent return of payment appropriations and will issue clear proposals in the frame of the post 2020 MFF.

Decreased 11 06 60

Promoting sustainable and competitive fisheries and aquaculture, balanced and inclusive territorial development of fisheries areas and fostering the implementation of the common fisheries policy

The decrease proposed (EUR 141,4 million) is the consequence of the delayed notification by the Member States of the designation of their authorities which is a prerequisite to submit payment claims to the Commission. The requirements up to year-end correspond to the forecasts of payment for the 21 Member States which have already notified the designation of their authorities.

Decreased 11 06 61

Fostering the development and implementation of the Union's integrated maritime policy

Some payments initially planned for late 2017 have now been moved into 2018. In addition, several actions have cost significantly less than the original estimates. Finally, part of the RAL will be decommitted as certain balance payments have been made and the underlying actions have turned out to be cheaper than foreseen. On this basis, EUR 3,5 million can be made available for redeployment.

Decreased 11 06 62 01

Scientific advice and knowledge

According to the latest forecasts, the available amount on the budget exceeds the needs for this year. Therefore, EUR 1,3 million can be returned through the Global Transfer.

Decreased 11 06 62 02

Control and enforcement

The decrease in payment appropriations is due to the lack of payments to be made in 2017 for the joint purchase/chartering of control means, as well as lower needs for payments against outstanding commitments (Reste à liquider) for the 2007-2013 control programmes. Therefore, EUR 10,9 million can be made available.

Decreased 11 06 62 05

Market intelligence

According to the latest forecasts, the available amount on the budget exceeds the needs for this year. Therefore, EUR 0,1 million can be returned through the Global Transfer.

Decreased 12 02 01

Implementation and development of the single market for financial services

The main reason for the proposed decrease of EUR 0,5 million is the unexpected interruption at the interim report of a contract with BlackRock Investment Management (UK) Limited (FISMA/2016/042/C1/ST/OP) for a study on "Benchmarking of national loan enforcement (including insolvency) frameworks from a bank creditor perspective". Consequently only the interim payment is going to be executed and the remaining appropriations will be de-committed (EUR 0,3 million from this budget line and EUR 0,2 million from a line of DG ECFIN). The remaining EUR 0,2 million of decrease are mainly due to the use of European Free Trade Association (EFTA) appropriations and to the variation of the exchange rates for the contracts in USD and GBP.

Decreased 12 02 03

Standards in the fields of financial reporting and auditing

The proposed decrease of EUR 0,9 million in payment appropriations is the result of the low consumption of the European Financial Reporting Advisory Group (EFRAG) 2016 grant (for which a recovery order was issued following the analysis of the final report, instead of a payment) and of the use of available assigned revenues.

Decreased 12 02 08

Enhancing the involvement of consumers and other end-users in Union policy-making in financial services

The programme has a shorter grant implementation period (only 8 months). Moreover, as grant beneficiaries applied for lower grant amounts, the amount of pre-financing payments for these grants is also lower (while the pre-financing % is kept at the same level as in previous years). Therefore, EUR 48 298 can be returned through the Global Transfer.

Decreased 12 02 77 05

Preparatory action -- Capacity building for end-users and other non-industry stakeholders in connection with Union policy-making in the area of financial services

The proposed decrease of payment appropriations by EUR 0,5 million is due to the fact that the amount of payment of the balance for both beneficiaries is limited to maximum 35% of the committed grant amount, whereas the voted payment appropriations amounted to 50% of the related commitments; and partially also due to the use of available assigned revenues. In addition to this, the total eligible expenditure of a beneficiary (Finance Watch) was lower than the estimated expenditure in the grant agreement, as documented in the final report which was only received on 31 August 2017.

Decreased 12 02 77 06

Pilot project -- Horizontal Task Force on Distributed Ledger Technology

A part of the amounts committed in 2017 will be paid as from the next year. Therefore only EUR 0,4 million of payment appropriations are needed in 2017 and EUR 75 000 can be returned.

Decreased 13 03 60

European Regional Development Fund (ERDF) -- Less developed regions -- Investment for growth and jobs goal

Taking into consideration the amounts already paid and expected payable claims still to be submitted in 2017, a surplus in payment appropriations has been identified. It will be partially covered by a decrease of available payment appropriations (EUR 14,3 million) via the Global Transfer, while the remaining part will be included in the Draft Amending Budget number 6.

Decreased 13 03 68

Macro-regional strategies 2014-2020 -- European Union strategy for the Danube region -- Technical assistance

The actions implementing the Danube Strategy are undertaken by the Priority Areas Coordinators in Member States (MS) through multi-beneficiary grants, demanding close cooperation among the MS concerned. In addition to the governance issues, the structure of the actions has proved more time consuming and the extension of the implementation period has been deemed necessary in order to get results. Therefore, the final payment from this budget line has been postponed to 2018 and EUR 0,5 million can be made available.

Decreased 13 03 77 08

Pilot project -- Towards a common regional identity, reconciliation of nations and economic and social cooperation including a pan-European expertise and excellence platform in the Danube macro-region

Due to the peculiarities of this pilot project whose implementation has been split into eleven thematic Priority Areas, each coordinated by two Danube countries or regions, the budgetary commitment has been reduced following the exploitation of financial and project synergies during the implementation phase. Following a budgetary de-commitment in 2017, there is no outstanding RAL and the payment appropriations can be returned (EUR 0,3 million).

Decreased 13 03 77 17

Preparatory action -- EU-CELAC cooperation on territorial cohesion

The financing decision of this Preparatory Action is expected to be adopted in October 2017. Due to the foreseen timing for the financial and contractual procedure, the first payment related to 2017 commitment appropriations is postponed to 2018 and the corresponding payment appropriations (EUR 1 million) can be returned.

Decreased 13 03 77 19

Preparatory action -- Support for growth and governance in regions whose development is lagging behind

The identified surplus to be transferred (EUR 1 million) is mainly linked to the structure and extension of the Preparatory Action, reason for which payments have been postponed. The next payment is expected to be processed only in 2018.

Decreased 13 03 77 23

Preparatory action -- Urban agenda for the EU

The Urban Agenda is implemented through 12 Partnerships identified in the Pact of Amsterdam. Due to the delay in the establishment of the Partnerships the contracts providing them with technical assistance have been postponed for the end 2017. Therefore, payments linked to these contracts shall be partially paid in 2017 and partially in 2018. Therefore, EUR 1 million can be made available.

Decreased 13 07 01

Financial support for encouraging the economic development of the Turkish Cypriot community

The Aid Programme is implemented in a unique diplomatic, legal and political context that raises a number of operational and legal challenges which may delay project preparation and contracting. The programme currently faces a substantial backlog that results in a reduction of the payments forecast by EUR 18 million. To address this problem, steps have been taken to streamline the outstanding commitments. This was confirmed through an amendment to the Financing Decisions 2014-2016, which was adopted by the Commission on 28 August 2017. The amendment included, inter alia, reallocations within the objective to develop and restructure infrastructure from a solid waste project which encountered implementation problems to the budget for the construction of a new trunk sewer in the northern part of Nicosia, as well as a reallocation from projects within the social and economic development objective which were not ready for tendering to the infrastructure objective to improve the sewerage network of Famagusta. Following this adoption, new substantial contracts will be concluded later this year with disbursement following as from 2018.

Decreased 13 08 01

Structural Reform Support Programme (SRSP) -- Operational technical assistance transferred from H1b (ESF, ERDF and CF)

The Structural reform support programme (SRSP) entered into force on 20 May 2017 and the implementation could only start after the adoption of the 2017 Annual Work Programme on 28 August 2017. A substantial request for technical support under the first round of the SRSP was received from 16 Member States. The files are being prepared and will be signed by the end of the year and in early 2018. Part of the actions will be implemented by using a framework contract that is being finalised. As the implementation of the programme could only start in the fourth quarter of 2017 and following a prudent analysis of the forecast for payments for this first year of implementation, it is considered that EUR 4,5 million can be made available.

Decreased 13 08 02

Structural Reform Support Programme (SRSP) -- Operational technical assistance transferred from H2 (EAFRD)

The Structural reform support programme (SRSP) entered into force on 20 May 2017 and the implementation could only start after the adoption of the 2017 Annual Work Programme on 28 August 2017. A substantial request for technical support under the first round of the SRSP was received from 16 Member States. The files are being prepared and will be signed by the end of the year and in early 2018. Part of the actions will be implemented by using a framework contract that is being finalised. As the implementation of the programme could only start in the fourth quarter of 2017 and following a prudent analysis of the forecast for payments for this first year of implementation, it is considered that EUR 1,3 million can be made available.

Decreased 14 02 02

Membership of international organisations in the field of customs

The EU's 2017 contribution to the World Customs Organisation was not increased compared to 2016. No further payments are expected, therefore the available balance of EUR 25 913 can be returned.

Decreased 14 03 02

Membership of international organisations in the field of taxation

The payment appropriations were supposed to cover Commission's contribution to the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) International Dialogue initiative. This initiative however stopped at the end of 2016. The totality of the 2017 payment appropriations (EUR 0,1 million) can therefore be made available.

Increased 15 02 01 01

Promoting excellence and cooperation in the European education and training area and its relevance to the labour market

The requested increase of EUR 16,8 million in payment appropriations is needed for mobility - decentralised actions managed by National Agencies, confirming the sustained levels of implementation of the programme. Despite the internal redeployment and using the totality of estimated internal assigned revenues, additional payments are needed to meet forecasted obligations by the end of the year.

Increased 17 03 51

Completion of public health programmes

The implementation of the actions under the completion of the Public Health programme is not always progressing at the forecasted pace. Whereas last year not all the payment appropriations were used, in the current year it is estimated that EUR 5 million additional payment appropriations are needed to fulfil the commitments and to make the payments resulting from the implementation of the grants and contracts of the 2008-2013 Health programme.

Increased 17 04 03

Ensuring effective, efficient and reliable controls

In order to allow the Commission to make the payments of all the expected invoices in the domain of IT and for the Consumers, Health, Agriculture and Food Executive Agency (CHAFEA) to perform the necessary payments in the domain of the Better Training for Safer Food, additional payment appropriations are needed. A total amount of EUR 3,5 million is needed to honour the obligations of both.

Decreased 18 02 77 02

Pilot project -- New integrated mechanisms for cooperation between public and private actors to identify sports betting risks

EUR 0,3 million can be made available based on updated forecast of final needs for payments for 2017.

Decreased 18 03 77 05

Pilot project -- Funding for victims of torture

EUR 0,2 million can be made available based on updated forecast of final needs for payments for 2017.

Decreased 18 03 77 06

Preparatory action -- Enable the resettlement of refugees during emergency situations

This Preparatory Action is finished and there are no more open commitments. EUR 0,1 million can therefore be made available.

Decreased 18 03 77 07

Pilot project -- Analysis of reception, protection and integration policies for unaccompanied minors in the Union

All final payments have been made for this Pilot Project. The remaining EUR 0,3 million can therefore be made available.

Decreased 18 03 77 09

Preparatory action -- Funding for the rehabilitation of victims of torture

EUR 0,3 million can be made available based on updated forecast of final needs for payments for 2017.

Decreased 18 03 77 11

Pilot project -- Private sponsorships: enhancing refugee resettlement opportunities and ensuring the availability of safe and regular routes for refugees to reach the Union

As announced in Commission's Executability letter on the Draft Budget 2017 dated 28 October 2016, the Commission will not implement the Pilot Project as planned. As declared in the Interim report on the implementation of Pilot Projects in 2017, a feasibility study on the possible implementation of actions related to this proposal is included under the 2017 Work Programme for the Asylum, Migration and Integration Fund (AMIF). As a consequence, the voted payment appropriations on the budget line can be made available entirely (EUR 0,25 million).

Decreased 18 05 03 01

Fostering secure European societies

This surplus is mainly due to the discrepancy between the "average" project used for the forecast (three years/two periods) with the reality of the last call for proposal resulting in many projects having a longer duration and a higher number of reporting periods. This leads technically to a decrease in the amount of pre-financing paid. This decrease was not compensated by the increase of level of pre-financing period. In addition, the Commission observed a relatively low level of implementation by some projects which was not anticipated in the original forecast. Therefore, EUR 24,6 million can be made available.

Decreased 18 05 51

Completion of previous research framework programmes -- Seventh framework programme -- EC (2007 to 2013)

This surplus is on the one hand due to the extension of duration of some projects which leads to a postponement of final payments. On the other hand there is a relatively low level of implementation which was not anticipated in the forecast. In the completion of Framework Programme (FP) 7, the Commission is working now with a limited number of remaining projects, some of high value. This makes it difficult to compensate any under-consumption between projects. Therefore, EUR 10,3 million can be made available.

Decreased 18 06 01

Supporting initiatives in the field of drugs policy

The updated forecast shows a delay of implementation. EUR 1 million can therefore be made available.

Decreased 19 03 01 05

Emergency measures

The budget line serves as unallocated reserve for new measures/increases in the Common Foreign and Security Policy (CFSP). After taking into account all expected needs until the end of the year, the available amount of EUR 12,9 million can be used for other needs.

Decreased 19 03 01 07

European Union Special Representatives

As a result of the use of assigned revenues, an amount of EUR 8,8 million remains and can be made available for other needs.

Decreased 19 04 01

Improving the reliability of electoral processes, in particular by means of election observation missions

Due to the political priorities and the inherently unstable environment in the field of Election Observation Missions (EOM), there is some uncertainty around the exact implementation of the number of election observation missions to be financed in 2017. The recent update foresees the financing of three EOMs. The payment forecast for the rest of year allows the release of EUR 8 million.

Decreased 19 05 01

Cooperation with third countries to advance and promote Union and mutual interests

As per the procurement planning, the signature of quite a number of contracts is now delayed to the end of the year, with the consequence that payments can only be requested at the beginning of 2018. Therefore, the corresponding amount (EUR 19 million) can be made available.

Increased 19 06 01

Information outreach on the Union's external relations

The payment for the audio-visual outreach (to promote the satellite broadcasting of Euronews in Farsi) carried out in the last quarter of 2016 was only made in 2017, using the payment appropriations of 2017. Therefore the amount of EUR 0,7 million is needed to finance the last instalment 2017.

Decreased 21 02 51 08

Geographical cooperation with Africa, Caribbean and Pacific states

The latest forecast analysis shows that in 2017 less payment appropriations than budgeted will be needed. This decrease is explained, on the one hand, by a higher than expected level of payments on Reste à liquider (RAL) during 2016, and on the other hand by certain delays in the operational implementation of the projects on the Sugar and Bananas Accompanying Measures programmes, leading to delays in payments. Finally, disbursements on a EUR 99,6 million Delegation Agreement with the Development Bank of South Africa have been slower than anticipated. On the basis of the above, the amount of EUR 35,5 million can be returned.

Decreased 21 06 02

Additional contribution of the European Union to the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) for the Chernobyl accident related projects

A total amount of EUR 100 million was provided for the years 2015 (EUR 30 million), 2016 (EUR 40 million) and 2017 (EUR 30 million) to cover the additional EU contribution for the Chernobyl Shelter Fund and related accounts. After finalisation of the accounts, the actual contribution for 2017 turned out to be lower and EUR 10,9 million in payment appropriations can be made available for redeployment.

Decreased 21 07 01

Cooperation with Greenland

One reason of the surplus is that some of the targets set for triggering the release of the variable tranche have not been met by the Government of Greenland in the context of budget support implementation given to the beneficiary. This has led to a decrease EUR 1 million of the amount due. Another reason is that in the Draft Budget request for 2017 an amount of approximately EUR 4,5 million was included to cover the forecasted shortfall of payment appropriations for 2016, due to a similar situation of payment shortfall in 2014 and 2015. Currently, these funds are not needed as the 2016 shortfall proved to be of only EUR 2,4 million and was covered in 2016 with a transfer from another budget line. On the basis of the above, it is proposed to return EUR 5,4 million.

Decreased 21 08 02

Coordination and promotion of awareness on development issues

On this budget line the decrease in the forecasted amount to be paid until to 31 December 2017 is essentially due to the delayed signature of some contracts where a pre-financing was foreseen, such as a project with the Member States on Sustainable Development Goals. On the other hand, this line contributed to the Corporate Communication Action 2016 (C(2015) 7346), with EUR 5,5 million in commitment appropriations, together with other budget lines (15 Directorates-General in total, for EUR 21,3 million). No payments for that activity will be made from this line in 2017, as the two interim payments foreseen in the contract were already made using other budget lines (non-dissociated appropriations). This budget line will be used in 2018 for the final balance foreseen in the contract. On this basis, EUR 3 million can be made available.

Decreased 21 09 51 01

Asia

It is necessary to adjust the payment appropriations in order to take into account a reduction of payments forecasted following delays in the implementation of some projects, such as the contracts of the European Business and Technology Centre in India. The amount of EUR 1,6 million is proposed to be made available.

Decreased 21 09 51 02

Latin America

This transfer is based on the latest payment forecast of the delegations. This is in line with the Reste à liquider (RAL) of this budget line, which has decreased and amounts currently to EUR 8 million. Based on the forecasts, the amount of EUR 5,6 million can be made available.

Decreased 21 09 51 03

Africa

Some payments initially foreseen for 2017 were already made end of 2016. After the forecasted payments in 2017, the Reste à liquider (RAL) of the budget line is EUR 0.3 million and it will be disbursed in 2018. The amount of EUR 0,7 million is proposed to be made available.

Decreased 22 02 77 02

Preparatory action -- Preserving and restoring cultural heritage in conflict areas

The updated forecast figures indicate that no payment will be made from this line in 2017. Therefore, the surplus of EUR 30 112 can be made available for the Global transfer.

Decreased 22 04 77 04

Pilot project -- ENP funding -- Preparing staff for EU-ENP-related jobs

The updated forecast figures indicate that no payment will be made from this line in 2017. Thus, EUR 129 325 can be made available.

Decreased 22 04 77 05

Preparatory action -- Asset recovery to Arab Spring countries

The updated forecast figures indicate that no payment will be made from this line in 2017. Thus, EUR 91 262 can be made available.

Decreased 23 03 01 02

Disaster prevention and preparedness in third countries

Following an assessment of the payment needs until the end of the year, the amount of EUR 0,25 million can be made available for redeployment.

Decreased 23 03 02 01

Rapid and efficient emergency response interventions in the event of major disasters within the Union

The number of activations of the Union Civil Protection Mechanism during the year is unpredictable by nature, since it wholly depends on the emergencies that will occur and the number of transport interventions that will be requested. The year 2017 has so far known a lower level of activity. For this reason and keeping an adequate level of appropriations to respond to any sudden crisis occurring during this year, a decrease of EUR 0,9 million in payment appropriations is proposed.

Decreased 23 03 02 02

Rapid and efficient emergency response interventions in the event of major disasters in third countries

The number of activations of the Union Civil Protection Mechanism during the year is unpredictable, since it depends fully on the emergencies that will occur and the number of transports interventions that will be requested. The needs in 2017 have so far been lower than expected. Therefore, while keeping an adequate level of appropriations to respond to any sudden crisis till the end of the year, an amount of EUR 6,4 million in payment appropriations can be made available.

Decreased 23 04 01

EU Aid Volunteers initiative -- Strengthening the Union's capacity to respond to humanitarian crises

The needs until the end of the year have been established based on the outcome of two important calls for tender - for the deployment of volunteers and for capacity building of participating organisations. An amount of EUR 5 million in payment appropriations can be made available.

Decreased 26 02 01

Procedures for awarding and advertising public supply, works and service contracts

The surplus in payment appropriations is mainly due to the decrease in the number of notices of the European institutions (about 1 100 less than the figure estimated in the 2017 Draft Budget). At the same time, the average cost of notices decreased compared to the initial estimates. Therefore, EUR 0,8 million can be made available.

Decreased 26 03 77 03

Pilot project -- PublicAccess.eu: Online platform for the proactive publication of Union institutions-- unclassified documents

The implementation is slower than expected Therefore, EUR 0,2 million can be made available.

Decreased 26 03 77 05

Pilot project -- Promoting linked open data, free software and civil society participation in law-making throughout the Union (Authoring Tool for Amendments (AT4AM)/ Legislation Editing Open Software (LEOS) Linked Open Data (LOD) and Free Software (FS) integration)

The surplus in payment appropriations is mainly due to the payments already anticipated in 2016. Therefore, EUR 0,3 million can be made available.

Decreased 26 03 77 06

Preparatory action -- Governance and quality of software code -- Auditing of free and open-source software

The Decision will be adopted at the end of 2017. Consequently, some 50% of the payment appropriations received by default cannot be implemented in 2017. Therefore, EUR 1,1 million can be made available.

Decreased 26 03 77 07

Pilot project -- Deployment of online eIDs and digital signatures by way of implementation of the eIDAS Regulation by the European Parliament and the Commission

The Decision will be adopted at the end of 2017. Consequently, some 50% of the payment appropriations received by default cannot be implemented in 2017. Therefore, EUR 0,3 million can be made available.

Decreased 26 03 77 08

Preparatory action -- Encrypted electronic communications of Union institutions

The Decision will be adopted at the end of 2017. Consequently, some 50% of the payment appropriations received by default cannot be implemented in 2017. Therefore, EUR 0,5 million can be made available.

Increased 29 02 01

Providing quality statistical information, implementing new methods of production of European statistics and strengthening the partnership within the European Statistical System

On the basis of a close monitoring of payment needs/availability, the Commission is requesting a reinforcement of payments of EUR 9,9 million. Detailed grounds for the increase are the following: a) a backlog of cost claims not honoured in 2016 due to lack of payment appropriations at the end of 2016; b) higher proportion of procurement payment files with shorter payment delays compared to grants; c) increased proportion of grants based on unit costs.

Increased 32 03 04 01

Kozloduy power plant programme

The project for the treatment of Wet Solid Radioactive Wastes (phase 2) continues where the terminated Phase 1 finished. The initial project was terminated when the contractor could not demonstrate treatment of the concentrates as per the original technical specification. Restarting this project has been achieved under high time pressure and technical uncertainties. Nonetheless the project progressed substantially in the last period, and therefore the payment will become eligible in 2017, which explains the requested increase of EUR 64 million.

Increased 32 03 51

Completion of nuclear decommissioning assistance (2007 to 2013)

This increase of EUR 130,9 million is a result of a number of activities reaching maturity requiring higher disbursements than originally foreseen.

- Bohunice power plant programme (Slovakia): Dismantling and decontamination in the reactor building started. While the insulation materials of the primary circuits were fully removed, the decontamination of the primary circuits was initially hindered by underperformance of the selected contractor. The activity was then assigned to a new contractor, who obtained the new license for the operations of the decontamination equipment in July 2017; only at that point in time the decommissioning operator was in a position to award a high value contract to dismantle large components in the reactor. The start of this key project for the decommissioning of the Bohunice V1 Nuclear Power Plant has generated a higher need for payment appropriations, despite being partly covered by substantial savings from previously completed projects.
- Ignalina power plant programme (Lithuania): Dismantling and decontamination have progressed substantially in the reactor auxiliary buildings. While the Ignalina International Decommissioning Support Fund (IIDSF) has delivered key infrastructure projects and only some residual payments are due, the activity funded through the national agency is increasing as additional key infrastructure projects are tendered. In particular the license for construction of the Near Surface Repository was obtained on 22 May 2017, thus removing a significant source of uncertainty for the payment schedule.

Decreased 33 03 01

Supporting and promoting judicial training and facilitating effective access to justice for all

The final costs for previous years' grant actions have been lower than anticipated. Furthermore, it is expected that there will be less pre-financing to pay in the call for proposal as the total amount to commit will be less than the initial budget. Therefore, EUR 0,3 million can be returned.

Decreased 34 02 01

Reducing Union greenhouse gas emissions

According to the latest forecast of payments for the financial instrument Private Finance for Energy Efficiency (PF4EE), recently revised by the European Investment Bank, the needs for payment appropriations may be reduced by EUR 10 million, compared to the initial 2017 budget request. An additional EUR 2,5 million release of the payment appropriations is linked with the delayed implementation of action grants and some procurement contracts. The total amount that can be made available in the Global Transfer is EUR 12,5 million.

Decreased 34 02 02

Increasing the resilience of the Union to climate change

According to the latest forecast of payments for the financial instrument Natural Capital Financing Facility (NCFF), recently revised by the European Investment Bank, the needs for payment appropriations may be reduced by EUR 2,6 million, compared to the initial 2017 budget request. An additional release of EUR 2 million of the payment appropriations is linked with the delayed implementation of action grants and some procurement contracts. The total amount proposed for decrease is EUR 4,5 million.

Decreased 34 02 51

Completion of former climate action programmes

On this budget line, an open contract, stemming from the administrative arrangement was partially covered with the recoveries. The remaining final payment is expected to be done in early 2018. Therefore, EUR 0,3 million can be returned through the Global Transfer.

Decreased 34 02 77 03

Pilot project -- Study on life cycles of electric, biofuel and traditionally fuelled vehicles

Under this pilot project the Commission aims at concluding service contracts. The procurement procedure is under preparation. Taking into account the current progress of the work, the Commission will not use payment appropriations in 2017. Therefore, EUR 0,3 million can be returned through the Global Transfer.